



Observatoire statistique de l'Île-de-France

Numéro 14
Année 2021

Directeur de la publication : Didier Malric, directeur de l'Urssaf Île-de-France

Rédacteur : Matthieu Goussot

Département Statistiques Urssaf Île-de-France : stats.idf@urssaf.fr

Réalisation : Service PAO Urssaf Île-de-France

Dépôt légal : en cours - ISSN : en cours



Sommaire

Chiffres Île-de-France

avec tableaux comparatifs entre les départements

1 - Les établissements, effectifs et masses salariales dans le secteur privé	3
2 - Les déclarations préalables à l'embauche	10
3 - Les exonérations	14

Chiffres départementaux

Paris (75)	21
Seine-et-Marne (77)	27
Yvelines (78)	33
Essonne (91)	39
Hauts-de-Seine (92)	45
Seine-Saint-Denis (93)	51
Val-de-Marne (94)	57
Val-d'Oise (95)	63



À propos des données

Au fil des formalités réalisées par les personnes physiques ou morales qui déclarent et paient des cotisations et des contributions sociales, ainsi que dans le cadre de ses missions complémentaires (lutte contre le travail illégal, politique d'allégement et d'exonérations sociales, etc.), l'Urssaf Île-de-France collecte des données essentielles sur le tissu économique, l'emploi et les revenus du travail en Île-de-France.

Ces informations chiffrées sont mises à disposition des acteurs socio-économiques pour une prise de décision éclairée : préfetures, conseil régional, conseils départementaux, chambres de commerce et d'industrie, mairies, Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de Sécurité sociale (MNC)...

L'Urssaf Île-de-France met également son expertise au service de la Caisse nationale des Urssaf, qui centralise les informations du réseau des Urssaf puis intervient auprès des autorités nationales et européennes.

La présente publication s'appuie sur les données de la base Séquoia qui centralise depuis janvier 1997 les effectifs et les assiettes salariales issus des obligations déclaratives des employeurs : le bordereau récapitulatif des cotisations (BRC), et la déclaration sociale nominative (DSN) qui, depuis mars 2015, se substitue au BRC.

La définition du champ du secteur privé correspond à celle retenue dans le cadre du partenariat Urssaf-Insee-Dares selon la définition de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP). Elle couvre l'ensemble des cotisants du champ concurrentiel affiliés au régime général, domiciliés en France, hors agriculture, sylviculture et pêche (secteur AZ, qui relève en grande partie de la Mutualité sociale agricole), hors activités extraterritoriales (UZ) et hors salariés des particuliers employeurs, en France.

La présente publication mobilise les données d'effectifs intérimaires produites par la Dares. Les données ne sont pas désaisonnalisées dans cet observatoire. Les niveaux peuvent donc être légèrement différents de ceux de la note de conjoncture trimestrielle StatUR Île-de-France.

AVERTISSEMENT l'intégration des données individuelles dans la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés, réalisée progressivement depuis 2016, a été finalisée en 2021. Les données sur les effectifs les plus récents sont depuis issues à 100 % de l'exploitation des données individuelles de la DSN.

La masse salariale (assiette déplafonnée) désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, déclarées au titre de la période d'emploi étudiée.

Dans cet observatoire, la masse salariale présentée est agrégée sur l'année.



L'effectif salarié est mesuré en fin de trimestre. Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf.

Dans cet observatoire, l'effectif présenté est l'effectif moyen annuel. Il est calculé en sommant les douze effectifs à chaque fin de mois puis en divisant par douze.

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale à l'effectif. Il est habituellement calculé de façon mensuel ou trimestrielle. Or dans cet observatoire, le SMPT utilisé est annuel. Il est calculé en rapportant la masse salariale à l'effectif moyen annuel, en divisant par 12 pour parvenir à une grandeur mensuelle. Ce SMPT présente l'avantage de lisser les primes sur l'ensemble de l'année.

AVERTISSEMENT : Le recours aux dispositifs de chômage partiel et d'arrêts maladie a substitué aux salaires des indemnités non-soumises à cotisations sociales et donc non comptabilisées dans l'assiette salariale. Cela biaise ainsi le calcul du SMPT qui s'en trouve minoré.

Le nombre d'établissements prend en compte les établissements qui présentent une assiette salariale non nulle lors du dernier mois de l'année.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) regroupent six formalités administratives liées à l'embauche. Ces déclarations permettent le suivi économique de l'embauche des salariés, car elles contiennent des informations obligatoires sur le type de contrat, le sexe et l'âge de l'embauché.

Les DPAE prises en compte correspondent aux déclarations pour des dates d'embauche comprises dans la période étudiée.

Cet observatoire reprend en partie les informations diffusées dans le Bilan embauche 2021, disponible sur notre site (<https://urstart-idf.fr>) ou sur demande.

Les exonérations sont également issues de la DSN. Les exonérations correspondent à l'ensemble des cotisations exonérées, qu'elles soient compensées ou non par l'État. Il est à noter que les données chiffrées de cette publication sont différentes de celles recensées dans les comptes de la Sécurité sociale. En effet, sont présentées ici les exonérations mesurées de janvier à décembre, se rapportant aux déclarations du mois ou du trimestre précédent. Il ne s'agit donc pas de données en droits constatés qui neutralisent ce décalage par la prise en compte des produits à recevoir.

Lexique

CDD : Contrat à durée déterminée

CDI : Contrat à durée indéterminée

Dares : Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

DPAE : Déclaration préalable à l'embauche

Insee : Institut national de la statistique et des études économiques

MSA : Mutualité sociale agricole

NCA : Non classés ailleurs

Smic : Salaire minimum interprofessionnel de croissance

SMPT : Salaire moyen par tête

Urssaf : Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales

ZFU : Zone franche urbaine

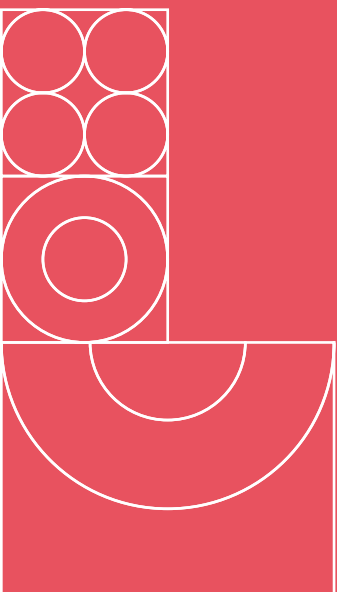
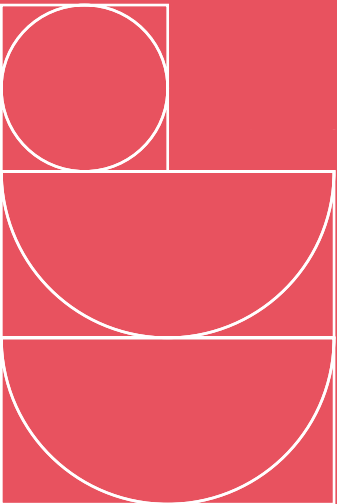
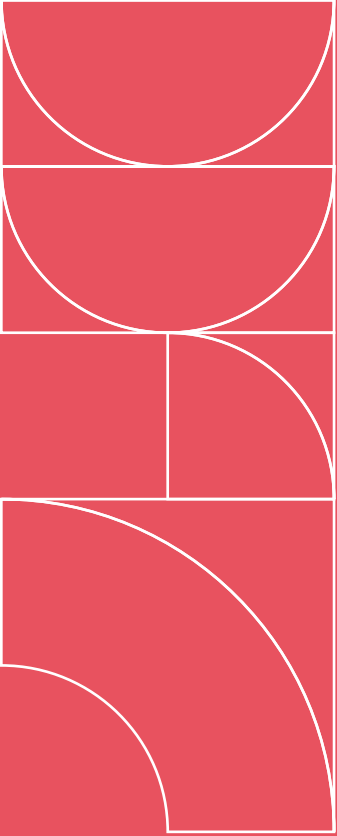




Chiffres Île-de-France

Avec tableaux comparatifs
entre les départements

Île-de-France





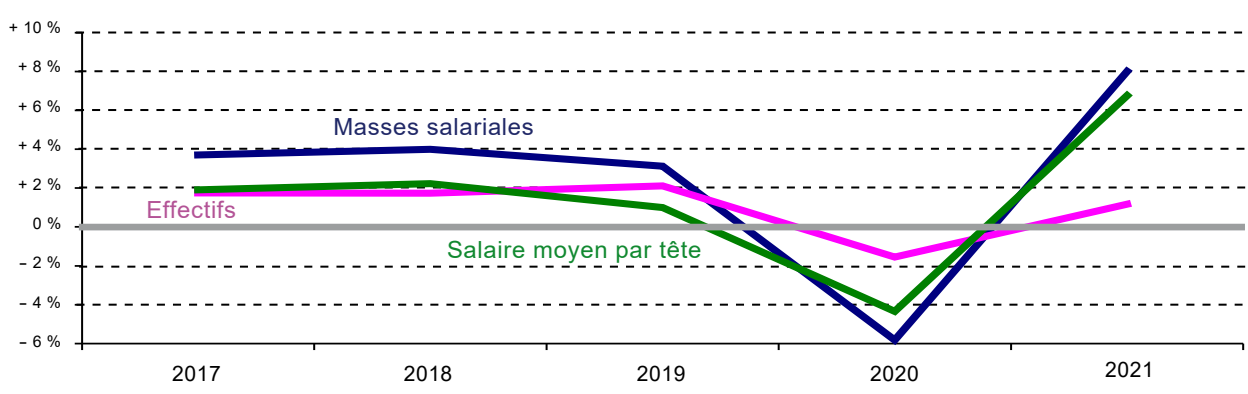
Les établissements, effectifs et masses salariales dans le secteur privé

Établissements, effectifs et masses salariales : évolutions comparées

	Niveau 2021	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2021/2016
		2017	2018	2019	2020	2021	
Masse salariale (en millions d'€)	199 373	+ 3,7 %	+ 4,0 %	+ 3,1 %	- 5,8 %	+ 8,0 %	+ 13,1 %
Effectifs salariés (en milliers)	4 735,8	+ 1,8 %	+ 1,7 %	+ 2,1 %	- 1,5 %	+ 1,2 %	+ 5,3 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	3 508	+ 1,9 %	+ 2,2 %	+ 1,0 %	- 4,3 %	+ 6,8 %	+ 7,5 %
Établissements	421 675	- 0,4 %	+ 0,6 %	+ 2,2 %	+ 0,6 %	+ 3,5 %	+ 6,5 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

En 2021, l'emploi dans le secteur privé en Île-de-France augmente de 1,2 % en moyenne par rapport à 2020, soit une hausse inférieure à celle du niveau national. Les activités franciliennes ont été plus durement touchées que celles des autres régions et mettent plus de temps à retrouver leur niveau d'avant-crise. L'hébergement-restauration ou le commerce sont convalescents alors que le transport, les activités culturelles et l'intérim débutent leur rattrapage. Les activités les moins touchées par la crise sanitaire comme la construction ou les activités informatiques, constituent également un solide moteur de croissance de l'emploi en 2021. Ainsi la progression enregistrée représente un gain net moyen de 54 600 emplois durant l'année 2021. Le nombre total des effectifs salariés s'élève ainsi à 4,736 millions.

Le recours aux dispositifs de chômage partiel et d'arrêts maladie a fortement diminué en 2021. Ces dispositifs ont pour conséquence de substituer aux salaires des indemnités non-soumises à cotisations sociales et donc non comptabilisées dans l'assiette salariale. Cet effet, associé à celui de la hausse du nombre de salariés, induit une hausse annuelle de la masse salariale des entreprises franciliennes du secteur privé de 8,0 % par rapport à 2020.

Le salaire moyen par tête (SMPT) francilien pâtit du biais qu'induit le chômage partiel avec une hausse de 6,8 % sur un an. Il s'élève à 3 508 euros.

Le nombre d'établissements en région parisienne augmente de 3,5 %, soit 14 200 établissements créés en 2021.

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements (en nombre)		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	102	- 4,7 %	2,4	+ 0,1 %	152	+ 6,9 %
CA	Industries agro-alimentaires	5 761	+ 3,7 %	53,7	+ 3,6 %	1 718	+10,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	1 349	+ 0,5 %	15,8	- 5,8 %	677	+ 1,1 %
CC	Bois et papier	1 173	- 3,6 %	12,3	- 5,3 %	507	+ 3,5 %
CD	Cokéfaction et raffinage	11	+ 0,0 %	1,4	- 4,0 %	87	- 3,3 %
CE	Industrie chimique	474	+ 0,6 %	26,2	- 1,3 %	1 698	+ 2,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	125	- 4,6 %	15,9	+ 1,1 %	1 092	+ 3,8 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	750	- 1,3 %	17,8	- 4,2 %	896	+ 7,4 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	1 364	- 1,9 %	22,3	- 3,8 %	958	+ 4,5 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	518	- 2,1 %	36,0	- 0,8 %	2 273	+ 3,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	317	- 2,5 %	10,6	- 3,4 %	654	+ 2,5 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	515	- 1,7 %	14,0	- 4,3 %	755	+ 4,3 %
CL	Fabrication de matériels de transport	247	- 4,3 %	65,2	- 4,1 %	4 065	+ 4,7 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	3 092	+ 1,5 %	42,0	- 0,3 %	2 012	+ 7,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	403	- 1,5 %	41,1	- 0,4 %	2 635	+ 1,6 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	920	+ 1,1 %	29,9	+ 1,4 %	1 146	+ 6,7 %
FZ	Construction	44 767	+ 4,2 %	341,5	+ 3,6 %	10 682	+10,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	77 497	+ 3,0 %	695,7	- 0,1 %	27 167	+ 8,1 %
HZ	Transports et entreposage	15 548	+ 5,5 %	373,1	+ 0,5 %	13 309	+ 5,4 %
IZ	Hébergement et restauration	40 007	+ 3,6 %	314,9	- 0,2 %	5 905	+19,6 %
JA	Édition et Audiovisuel	10 238	+ 7,7 %	137,3	+ 3,6 %	8 289	+11,0 %
JB	Télécommunications	1 243	+ 3,2 %	52,7	+ 0,7 %	3 004	+ 3,0 %
JC	Activités informatiques	15 663	+ 8,8 %	240,4	+ 2,2 %	14 430	+10,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	18 718	+ 2,6 %	303,9	- 0,1 %	22 413	+ 5,1 %
LZ	Activités immobilières	14 048	+ 0,3 %	79,8	- 1,2 %	3 453	+ 6,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	43 071	+ 5,6 %	422,6	+ 0,8 %	26 458	+ 7,4 %
MB	Recherche et développement	998	+ 3,1 %	42,3	+ 1,2 %	2 500	+ 3,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	8 596	+ 5,1 %	88,5	- 1,1 %	4 600	+ 7,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	49 122	- 1,4 %	573,8	+ 3,9 %	16 056	+10,2 %
OZ	Administration publique	398	- 4,6 %	43,5	- 0,4 %	1 764	+ 0,6 %
PZ	Enseignement	7 808	+ 7,1 %	90,8	+ 4,5 %	2 707	+11,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	11 340	+ 0,5 %	113,5	+ 5,2 %	4 034	+15,6 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	8 060	+ 3,6 %	204,9	+ 1,4 %	4 946	+ 8,0 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	12 099	+14,1 %	86,4	+ 1,0 %	2 804	+14,0 %
SZ	Autres activités de services	25 333	+ 3,6 %	123,7	+ 1,1 %	3 526	+ 8,5 %
	TOTAL	421 675	+ 3,5 %	4 735,8	+ 1,2 %	199 373	+ 8,0 %
	Industrie	17 121	+ 0,8 %	406,6	- 1,4 %	21 326	+ 4,6 %
	Construction	44 767	+ 4,2 %	341,5	+ 3,6 %	10 682	+10,8 %
	Tertiaire	359 787	+ 3,5 %	3 987,7	+ 1,2 %	167 365	+ 8,3 %
	Dont Tertiaire hors intérim	356 950	+ 3,5 %	3 867,0	+ 0,8 %	163 853	+ 8,1 %
	Intérim	2 837	+ 3,6 %	120,7	+16,0 %	3 512	+19,1 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Le tertiaire hors intérim rebondit

L'emploi dans le tertiaire hors intérim est en augmentation de 0,8 % en moyenne sur l'année (+ 31 800 emplois nets créés). La hausse de ce grand secteur représentant 81,7 % des emplois privés d'Île-de-France s'explique en grande partie par la levée progressive des restrictions sanitaires tout au long de l'année, qui ont permis à des secteurs clés de commencer leur rattrapage : le transport, l'audiovisuel, les arts, spectacles et activités récréatives.

La construction au beau fixe

Le nombre de salariés dans la construction affiche en moyenne une hausse de 3,6 % comparativement à 2020. Le secteur n'a pas été touché par le troisième confinement, ce qui lui a permis de poursuivre son expansion. Celui-ci continue de profiter d'un environnement favorable grâce aux investissements publics et privés, réalisés notamment dans le cadre du Grand Paris Express et des jeux Olympiques d'été de 2024.

L'industrie francilienne poursuit son érosion

Les emplois industriels franciliens se contractent de nouveau en 2021 (- 1,4 %) avec une diminution encore plus importante que celle observée en 2020 en pleine crise sanitaire (- 1,2 %). Les difficultés d'approvisionnement de puces électroniques ont notamment dégradé la fabrication de matériels de transport (- 4,1 %), contrainte à une réduction de sa production. L'habillement, textile et cuir (- 5,8 %) et le secteur bois et papier (- 5,3 %) continuent à perdre des emplois à un rythme très soutenu.

L'intérim accompagne la reprise

En 2021, l'intérim a rebondi (+ 16,0 %). Ce secteur a accompagné la reprise économique sans parvenir à récupérer son niveau d'avant-crise. Il affiche ainsi une diminution moyenne de 9,4 % par rapport à 2019, soit un déficit moyen de 12 500 intérimaires.

Le nombre d'établissements

Répartition des établissements par département

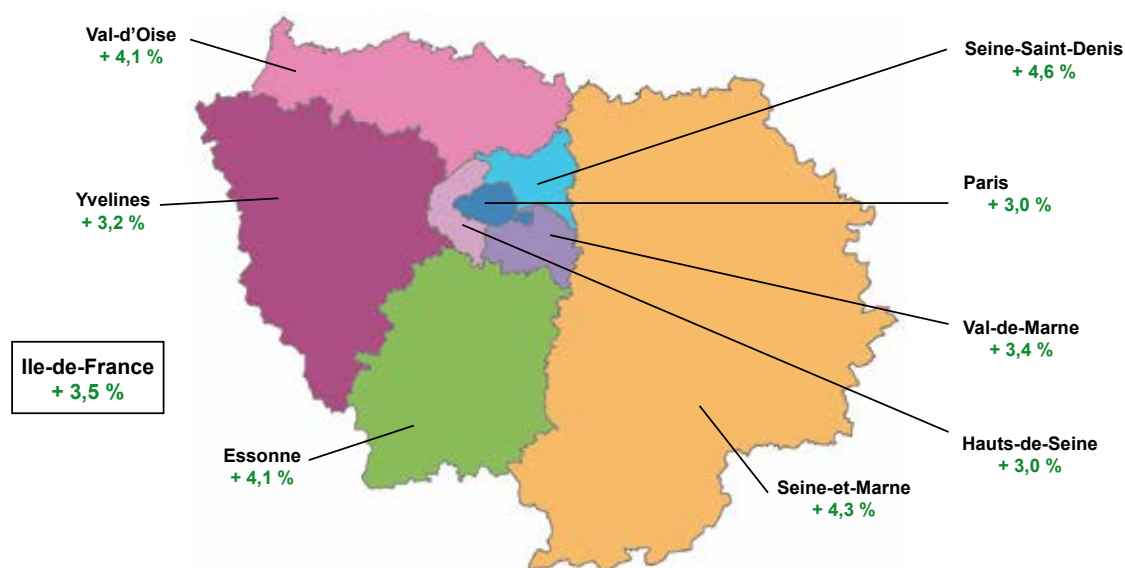
	2020	2021	Poids département
Paris	157 988	162 785	38,6 %
Seine-et-Marne	32 355	33 744	8,0 %
Yvelines	33 973	35 073	8,3 %
Essonne	28 713	29 877	7,1 %
Hauts-de-Seine	50 414	51 946	12,3 %
Seine-Saint-Denis	41 288	43 182	10,2 %
Val-de-Marne	34 712	35 877	8,5 %
Val-d'Oise	28 044	29 191	6,9 %
Île-de-France	407 487	421 675	100,0 %

Source : Urssaf

Le nombre d'établissements augmente cette année (+ 3,5 %) et correspond à la création de plus de 14 200 établissements en 2021.

Tous les départements d'Île-de-France voient leur nombre d'établissements augmenter avec une progression comprise entre + 3,0 % pour Paris et + 4,6 % pour la Seine-Saint-Denis.

Évolution annuelle du nombre d'établissements par département



Source : Urssaf

Les effectifs salariés

Répartition des effectifs par département

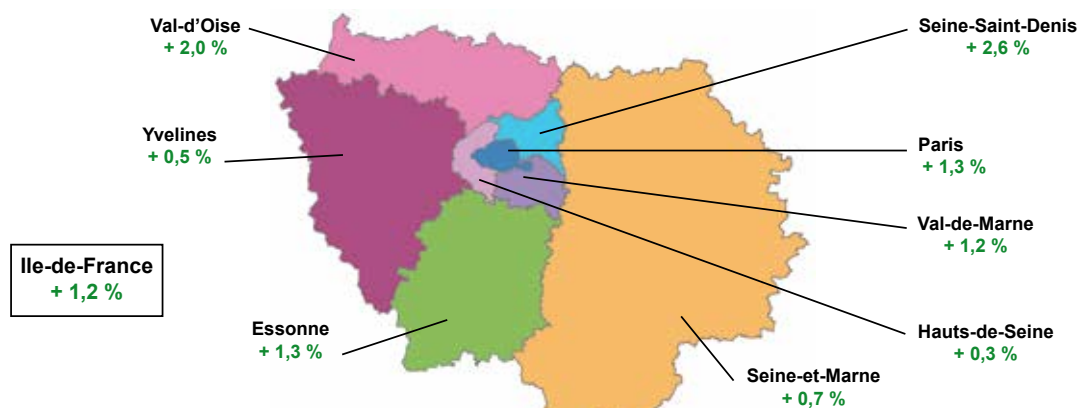
	2020	2021	Poids département
Paris	1 432,6	1 450,9	30,6 %
Seine-et-Marne	370,3	372,9	7,9 %
Yvelines	401,3	403,4	8,5 %
Essonne	352,9	357,6	7,6 %
Hauts-de-Seine	931,9	935,0	19,7 %
Seine-Saint-Denis	500,0	513,0	10,8 %
Val-de-Marne	396,2	400,8	8,5 %
Val-d'Oise	296,0	302,1	6,4 %
Île-de-France	4 681,2	4 735,8	100,0 %

En milliers

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les salariés franciliens du secteur privé représentent 26,3 % des effectifs nationaux (sur le champ de l'étude de cette publication). Paris regroupe 30,6 % des effectifs salariés franciliens du régime général, suivent les Hauts-de-Seine avec 19,7 % et la Seine-Saint-Denis avec 10,8 %.

Évolution annuelle des effectifs par département



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution de l'effectif salarié par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Niveau trimestriel (en milliers)	Glissement annuel		
		Année 2021	2021	2020	2019
BZ	Industries extractives	2,4	+ 0,1 %	+ 1,5 %	+ 2,7 %
CA	Industries agro-alimentaires	53,7	+ 3,6 %	+ 0,0 %	+ 3,5 %
CB	Habillement, textile et cuir	15,8	- 5,8 %	- 4,1 %	+ 1,8 %
CC	Bois et papier	12,3	- 5,3 %	- 4,2 %	- 5,1 %
CD	Cokéfaction et raffinage	1,4	- 4,0 %	- 5,7 %	- 3,8 %
CE	Industrie chimique	26,2	- 1,3 %	- 0,8 %	+ 3,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	15,9	+ 1,1 %	- 0,5 %	- 1,4 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	17,8	- 4,2 %	- 2,0 %	- 1,5 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	22,3	- 3,8 %	- 3,3 %	- 1,7 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	36,0	- 0,8 %	+ 0,1 %	+ 0,9 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	10,6	- 3,4 %	- 2,4 %	- 3,6 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	14,0	- 4,3 %	- 2,2 %	- 0,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	65,2	- 4,1 %	- 2,5 %	- 0,0 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	42,0	- 0,3 %	+ 1,4 %	+ 1,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	41,1	- 0,4 %	- 0,7 %	+ 0,5 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	29,9	+ 1,4 %	- 0,3 %	+ 1,5 %
FZ	Construction	341,5	+ 3,6 %	+ 3,7 %	+ 6,2 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	695,7	- 0,1 %	- 1,3 %	+ 1,0 %
HZ	Transports et entreposage	373,1	+ 0,5 %	- 1,0 %	+ 1,7 %
IZ	Hébergement et restauration	314,9	- 0,2 %	- 4,4 %	+ 3,4 %
JA	Édition et Audiovisuel	137,3	+ 3,6 %	- 2,0 %	+ 1,7 %
JB	Télécommunications	52,7	+ 0,7 %	+ 0,2 %	- 0,2 %
JC	Activités informatiques	240,4	+ 2,2 %	+ 1,2 %	+ 4,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	303,9	- 0,1 %	- 0,8 %	+ 0,3 %
LZ	Activités immobilières	79,8	- 1,2 %	- 2,1 %	+ 1,3 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	422,6	+ 0,8 %	+ 0,6 %	+ 4,1 %
MB	Recherche et développement	42,3	+ 1,2 %	+ 0,9 %	+ 2,7 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	88,5	- 1,1 %	- 2,7 %	+ 1,3 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	573,8	+ 3,9 %	- 6,8 %	+ 2,2 %
OZ	Administration publique	43,5	- 0,4 %	- 1,5 %	- 1,9 %
PZ	Enseignement	90,8	+ 4,5 %	- 2,5 %	+ 0,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	113,5	+ 5,2 %	+ 1,4 %	+ 0,7 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	204,9	+ 1,4 %	+ 1,0 %	+ 2,2 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	86,4	+ 1,0 %	- 6,4 %	+ 1,8 %
SZ	Autres activités de services	123,7	+ 1,1 %	- 2,9 %	+ 0,8 %
	Industrie	406,6	- 1,4 %	- 1,2 %	+ 0,6 %
	Construction	341,5	+ 3,6 %	+ 3,7 %	+ 6,2 %
	Tertiaire	3 987,7	+ 1,2 %	- 2,0 %	+ 2,0 %
	Dont Tertiaire hors intérim	3 867,0	+ 0,8 %	- 1,3 %	+ 2,0 %
	Intérim	120,7	+16,0 %	-21,9 %	+ 1,9 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les effectifs moyens salariés sont en progression de 1,2 % par rapport à 2020 en Île-de-France. La hausse des effectifs est importante en Seine-Saint-Denis (+ 2,6 %) et dans le Val-d'Oise (+ 2,0 %), à l'inverse des Yvelines (+ 0,5 %) et des Hauts-de-Seine (+ 0,3 %).

Dans l'industrie, l'emploi francilien est en baisse de 1,4 %. La majorité des secteurs connaît une diminution de leurs effectifs. Les difficultés d'approvisionnement de puces électroniques ont notamment aggravé le repli de l'emploi dans la fabrication de matériels de transport (- 4,1 %). Dans les deux principaux départements employeurs, la tendance est plus marquée dans les Yvelines (- 4,1 %) que dans les Hauts-de-Seine (- 1,9 %). L'habillement, textile et cuir détruit de l'emploi (- 5,8 %) particulièrement à Paris (- 8,5 %). Les industries de bois et papier reculent de 5,3 % notamment en Seine-Saint-Denis (- 7,2 %) et dans le Val-de-Marne (- 7,9 %).

Le nombre de salariés de la construction croît rapidement (+ 3,6 %), porté par une conjoncture favorable. La hausse des effectifs a été importante en Seine-Saint-Denis (+ 5,8 %) ainsi qu'à Paris (+ 5,3 %).

L'emploi dans le tertiaire hors intérim est en hausse de 0,8 % en moyenne sur l'année, du fait de rebonds constatés comme dans l'édition et l'audiovisuel (+ 3,6 %) ou d'activités peu touchées par la crise et toujours en forte croissance : les activités pour la santé humaine (+ 5,2 %) et les activités informatiques (+ 2,2 %).

Dans l'édition et l'audiovisuel, les hausses sont particulièrement importantes à Paris (+ 6,3 %) et en Seine-Saint-Denis (+ 8,2 %). Pour les activités pour la santé humaine les progressions les plus conséquentes sont dans le Val-d'Oise (+ 8,6 %) et le Val-de-Marne (+ 6,7 %). Enfin, les activités informatiques sont très dynamiques à Paris (+ 7,1 %) et Seine-et-Marne (+ 9,6 %).

Malgré un redémarrage au cours de l'année, en moyenne, l'hébergement restauration (- 0,2 %) et le commerce (- 0,1 %) n'ont pas entamé leur rebond.

Les masses salariales

Répartition des masses salariales par département

	2020	2021	Poids département
Paris	61 024	66 991	33,6 %
Seine-et-Marne	10 446	11 231	5,6 %
Yvelines	14 818	15 934	8,0 %
Essonne	11 920	12 815	6,4 %
Hauts-de-Seine	47 865	50 540	25,3 %
Seine-Saint-Denis	16 591	17 958	9,0 %
Val-de-Marne	13 340	14 492	7,3 %
Val-d'Oise	8 587	9 412	4,7 %
Île-de-France	184 591	199 373	100,0 %

En millions d'€

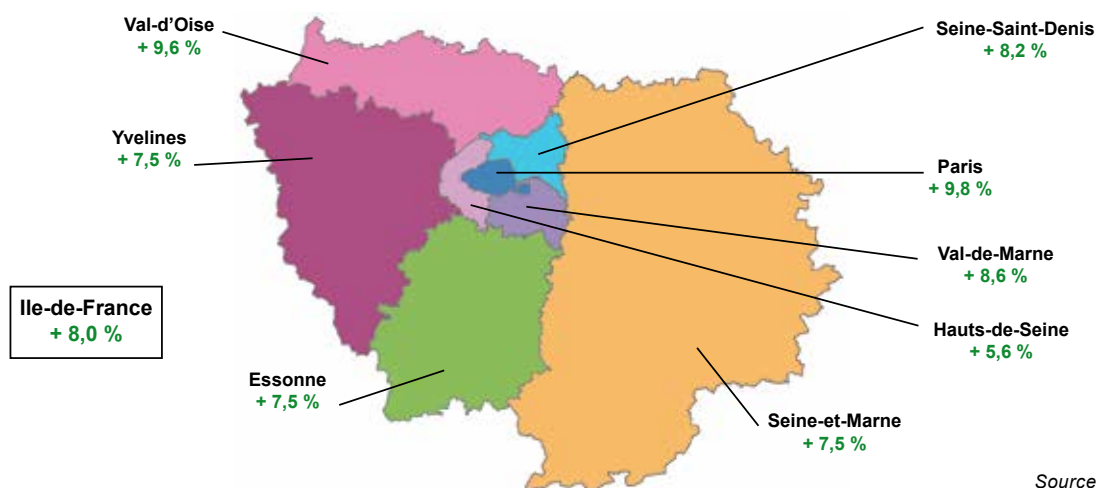
Source : Urssaf

La masse salariale progresse de 8,0 % sur l'ensemble de l'année 2021 sous l'effet d'une augmentation du nombre de salariés associée à un recours moins important aux dispositifs de chômage partiel et d'arrêts maladie qu'en 2020. Tous les départements franciliens connaissent de fortes hausses de leur masse salariale, mais leur ampleur varie. En effet, le rebond est de 9,8 % à Paris alors qu'il est plus contenu dans les Hauts-de-Seine (+ 5,6 %).

Les départements de Paris et des Hauts-de-Seine, les deux plus gros pôles d'activité en Île-de-France, comptabilisent près de 60 % de la masse salariale francilienne.

La masse salariale de l'Île-de-France représente 33,8 % de la masse salariale nationale (sur le champ de l'étude de cette publication). Cette part est inférieure de 0,2 point par rapport à l'année précédente.

Évolution annuelle des masses salariales par département



Source : Urssaf

Évolution des masses salariales par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Niveau trimestriel (en millions d'€)	Glissement annuel		
			2021	2020	2019
BZ	Industries extractives	152	+ 6,9 %	- 1,8 %	+ 7,6 %
CA	Industries agro-alimentaires	1 718	+ 10,1 %	- 7,1 %	+ 4,4 %
CB	Habillement, textile et cuir	677	+ 1,1 %	- 9,2 %	+ 3,3 %
CC	Bois et papier	507	+ 3,5 %	- 12,3 %	- 3,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	87	- 3,3 %	- 8,2 %	- 4,9 %
CE	Industrie chimique	1 698	+ 2,7 %	- 0,5 %	+ 5,2 %
CF	Industrie pharmaceutique	1 092	+ 3,8 %	+ 2,0 %	- 0,7 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	896	+ 7,4 %	- 6,6 %	+ 0,4 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	958	+ 4,5 %	- 10,2 %	- 0,8 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	2 273	+ 3,8 %	- 1,0 %	+ 1,4 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	654	+ 2,5 %	- 4,2 %	- 2,5 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	755	+ 4,3 %	- 6,2 %	+ 1,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	4 065	+ 4,7 %	- 8,6 %	+ 2,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	2 012	+ 7,4 %	- 4,2 %	+ 2,5 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	2 635	+ 1,6 %	+ 1,1 %	- 0,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1 146	+ 6,7 %	- 2,0 %	+ 3,7 %
FZ	Construction	10 682	+ 10,8 %	- 3,6 %	+ 6,3 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	27 167	+ 8,1 %	- 6,4 %	+ 2,1 %
HZ	Transports et entreposage	13 309	+ 5,4 %	- 11,3 %	+ 2,5 %
IZ	Hébergement et restauration	5 905	+ 19,6 %	- 37,4 %	+ 4,8 %
JA	Édition et Audiovisuel	8 289	+ 11,0 %	- 3,5 %	+ 2,2 %
JB	Télécommunications	3 004	+ 3,0 %	- 0,2 %	- 0,8 %
JC	Activités informatiques	14 430	+ 10,0 %	- 0,3 %	+ 6,6 %
KZ	Activités financières et d'assurance	22 413	+ 5,1 %	+ 1,0 %	+ 2,1 %
LZ	Activités immobilières	3 453	+ 6,6 %	- 3,8 %	+ 3,9 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	26 458	+ 7,4 %	- 1,9 %	+ 4,0 %
MB	Recherche et développement	2 500	+ 3,8 %	+ 2,2 %	+ 3,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	4 600	+ 7,9 %	- 5,4 %	+ 1,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	16 056	+ 10,2 %	- 10,8 %	+ 3,5 %
OZ	Administration publique	1 764	+ 0,6 %	- 0,3 %	- 1,1 %
PZ	Enseignement	2 707	+ 11,9 %	- 5,1 %	+ 2,0 %
QA	Activités pour la santé humaine	4 034	+ 15,6 %	+ 1,3 %	+ 3,0 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4 946	+ 8,0 %	- 0,1 %	+ 3,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	2 804	+ 14,0 %	- 23,2 %	+ 6,6 %
SZ	Autres activités de services	3 526	+ 8,5 %	- 8,5 %	+ 2,2 %
	Industrie	21 326	+ 4,6 %	- 4,5 %	+ 1,7 %
	Construction	10 682	+ 10,8 %	- 3,6 %	+ 6,3 %
	Tertiaire	167 365	+ 8,3 %	- 6,1 %	+ 3,1 %
	dont Tertiaire hors intérim	163 853	+ 8,1 %	- 5,7 %	+ 3,1 %
	Intérim	3 512	+ 19,1 %	- 22,5 %	+ 3,6 %

Source : Urssaf

La masse salariale de l'industrie en hausse

La masse salariale de l'industrie est en hausse de 4,6 % en 2021. La hausse la plus importante est à mettre au compte des industries agro-alimentaires (+ 10,1 %).

L'industrie plastiques (+ 7,4 %) et l'industrie du meuble (+ 7,4 %) affichent également une progression importante cette année. L'accroissement de la masse salariale est en revanche moins dynamique dans la production, distribution d'électricité, de gaz (+ 1,6 %) ou dans l'habillement, textile et cuir (+ 1,1 %).

La construction affiche une progression à deux chiffres

La construction connaît en 2021 un fort rebond de 10,8 % de sa masse salariale par rapport à 2020. La forte progression de l'emploi n'est pas l'unique cause de ce rebond. L'arrêt de ce secteur lors du premier confinement de mars à mai 2020 avait conduit à un fort recours au chômage partiel. En 2021, l'utilisation du chômage partiel sur l'ensemble de l'année est près de cinq fois inférieur.

La masse salariale du tertiaire hors intérim évolue à la hausse

La masse salariale progresse fortement de 8,1 % dans ce grand secteur mais les évolutions sont diverses selon l'importance de l'utilisation du chômage partiel en 2020. Ainsi, l'hébergement et la restauration (+ 19,6 % après 37,4 % en 2020), les arts, spectacles et activités récréatives (+ 14,0 % après 23,2 % en 2020) et les transports (+ 5,4 % après 11,3 % en 2020) ont connu de vifs rebonds. Parmi les secteurs qui ont le moins souffert de la crise sanitaire, les activités informatiques (+ 10,0 %) et les activités pour la santé humaine (+ 15,6 %) sont très dynamiques.

La masse salariale de l'intérim se normalise

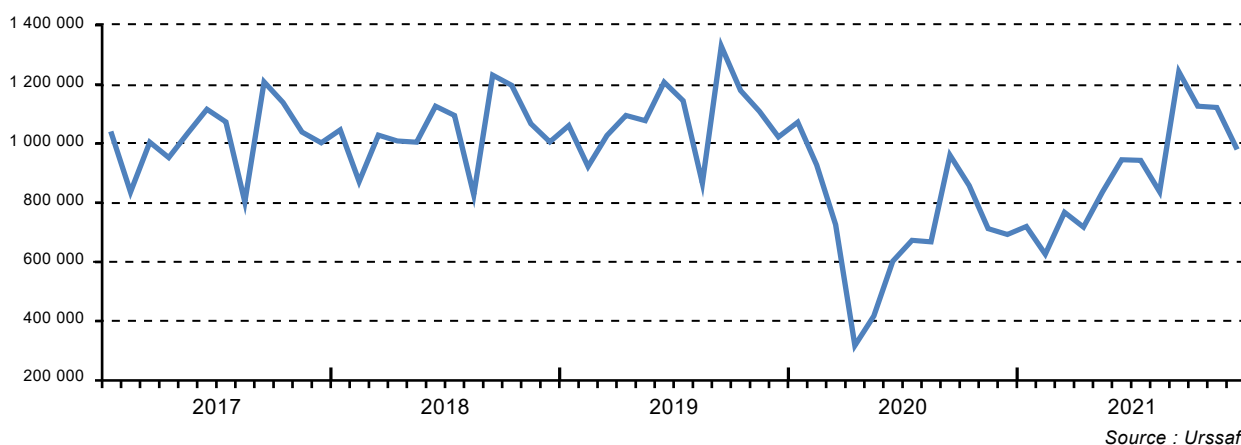
La masse salariale de l'intérim remonte de 19,1 % en 2021. Elle a suivi dans des proportions comparables l'évolution des effectifs qui se sont ajustés rapidement à la reprise économique. Le niveau de la masse salariale reste cependant inférieur à celui de 2019.



Les déclarations préalables à l'embauche

Lors de l'embauche d'un salarié, tout employeur, à l'exception des particuliers, est tenu d'effectuer une déclaration préalable à l'embauche (DPAE) auprès de l'Urssaf ou de la Mutualité sociale agricole (MSA), selon le régime auquel il appartient. Les données qui suivent concernent uniquement les déclarations parvenues aux Urssaf et excluent donc les entreprises relevant de la MSA. La DPAE recouvre toutes les formes d'embauche (CDI, CDD de courte ou de longue durée, contrats d'intérim) et ce, quelle que soit la durée de travail (temps plein, temps partiel). La DPAE est un flux qui renseigne sur la mobilité professionnelle et non sur le dynamisme sectoriel.

Évolution régionale mensuelle du nombre de DPAE



Répartition et évolution des DPAE par département

	2020	2021	Évolution 2021/2020	Poids département
Paris	3 357,7	4 319,7	+ 28,7 %	39,7 %
Seine-et-Marne	757,8	905,7	+ 19,5 %	8,3 %
Yvelines	522,5	635,9	+ 21,7 %	5,8 %
Essonne	681,5	775,0	+ 13,7 %	7,1 %
Hauts-de-Seine	1 272,2	1 647,6	+ 29,5 %	15,2 %
Seine-Saint-Denis	909,2	1 193,4	+ 31,3 %	11,0 %
Val-de-Marne	581,2	700,6	+ 20,5 %	6,4 %
Val-d'Oise	543,8	693,6	+ 27,6 %	6,4 %
Île-de-France	8 631,7	10 875,5	+ 26,0 %	100,0 %

En milliers

Source : Urssaf

Durant l'année 2021, le nombre des DPAE en Île-de-France a augmenté de 26,0 % par rapport à l'année 2020. Ce rebond est consécutif à la chute de 33,8 % enregistrée durant l'année 2020 en raison de la crise sanitaire.

Tous les départements d'Île-de-France voient leur nombre de DPAE augmenter en 2021. La Seine-Saint-Denis affiche la plus forte progression sur un an (+ 31,3 %) suivie des Hauts-de-Seine (+ 29,5 %) et de Paris (+ 28,7 %). Ce redressement plus fort dans les départements du Grand Paris s'explique mécaniquement par la chute plus importante observée en 2020. De fait, la plupart des départements de la grande couronne, moins touchés en 2020, connaissent des hausses moins importantes que la moyenne régionale : l'Essonne (+ 13,7 %), la Seine-et-Marne (+ 19,5 %) et les Yvelines (+ 21,7 %).

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,3	0,4	+ 12,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	36,0	48,2	+ 33,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	9,2	9,2	+ 0,2 %
CC	Bois et papier	3,9	4,0	+ 1,9 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,2	0,2	+ 5,6 %
CE	Industrie chimique	5,1	6,5	+ 26,9 %
CF	Industrie pharmaceutique	2,4	2,6	+ 8,7 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	3,1	3,6	+ 17,5 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	4,1	5,6	+ 37,3 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	4,4	5,8	+ 32,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	2,0	2,1	+ 4,5 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	2,1	2,7	+ 25,3 %
CL	Fabrication de matériels de transport	4,9	6,3	+ 28,8 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	10,3	12,6	+ 22,6 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	5,0	5,5	+ 9,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	8,9	10,7	+ 20,4 %
FZ	Construction	225,8	241,6	+ 7,0 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	370,1	434,2	+ 17,3 %
HZ	Transports et entreposage	208,1	237,5	+ 14,1 %
IZ	Hébergement et restauration	428,7	625,4	+ 45,9 %
JA	Édition et audiovisuel	965,6	1 219,2	+ 26,3 %
JB	Télécommunications	10,4	11,8	+ 13,5 %
JC	Activités informatiques	78,0	100,6	+ 28,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	66,0	75,8	+ 14,9 %
LZ	Activités immobilières	35,9	39,9	+ 11,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	166,5	226,9	+ 36,3 %
MB	Recherche et développement	14,1	16,0	+ 14,1 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	238,4	357,3	+ 49,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	3 961,1	4 964,7	+ 25,3 %
OZ	Administration publique	92,5	106,5	+ 15,1 %
PZ	Enseignement	120,7	151,2	+ 25,3 %
QA	Activités pour la santé humaine	433,4	548,1	+ 26,5 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	562,8	651,7	+ 15,8 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	453,4	624,5	+ 37,7 %
SZ	Autres activités de services	91,4	111,5	+ 22,1 %
	Activités diverses et non classées	7,0	4,9	- 9,5 %
	TOTAL	8 631,7	10 875,5	+ 26,0 %
	Industrie	101,9	126,0	+ 23,6 %
	Construction	225,8	241,6	+ 7,0 %
	Tertiaire	8 303,9	10 507,9	+ 26,5 %
	Dont Tertiaire hors intérim	5 015,6	6 428,1	+ 28,2 %
	Intérim	3 288,3	4 079,8	+ 24,1 %

En milliers

Source : Urssaf

Le nombre de DPAE enregistrées en 2021 augmente dans la totalité des secteurs d'activité compte tenu des comparaisons favorables avec l'année 2020. Les trois secteurs où la hausse est la plus importante sont ceux qui ont été les plus touchés en 2020 par la crise sanitaire : les autres activités scientifiques et techniques (+ 49,9 % en un an), l'hébergement et restauration (+ 45,9 %) et les arts et spectacles (+ 37,7 %). Dans ces trois secteurs, la reprise est principalement localisée à Paris avec des hausses sectorielles respectives de 84,8 %, 55,9 % et 37,9 %. D'autres rebonds importants sont à signaler dans les activités de services administratifs et de soutien (+ 25,3 % avec les hausses les plus conséquentes recensées dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis), les industries agro-alimentaires (+ 33,9 % notamment à Paris et en Seine-Saint-Denis) et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (+ 36,3 %). La construction (+ 7,0 %) qui a été moins touchée en 2020 progresse également mais dans une proportion moindre.

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,2	0,2	+ 12,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	19,6	25,4	+ 30,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	5,3	4,9	- 8,2 %
CC	Bois et papier	1,4	1,5	+ 1,9 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,1	+ 2,2 %
CE	Industrie chimique	2,7	3,2	+ 21,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	1,4	1,6	+ 13,9 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	1,6	1,6	+ 2,8 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	2,5	3,4	+ 39,0 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	2,8	3,7	+ 30,4 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	1,3	1,2	- 8,9 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	1,4	1,6	+ 18,8 %
CL	Fabrication de matériels de transport	2,7	3,5	+ 29,0 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	5,6	7,0	+ 24,5 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz,,	3,0	3,3	+ 9,2 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	4,6	5,4	+ 18,1 %
FZ	Construction	150,4	161,9	+ 7,6 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	154,8	192,3	+ 24,2 %
HZ	Transports et entreposage	86,5	115,3	+ 33,3 %
IZ	Hébergement et restauration	129,4	191,9	+ 48,4 %
JA	Édition et audiovisuel	20,4	25,5	+ 25,0 %
JB	Télécommunications	6,8	7,5	+ 10,0 %
JC	Activités informatiques	53,3	73,8	+ 38,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	35,9	40,8	+ 13,6 %
LZ	Activités immobilières	14,8	17,5	+ 18,7 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	93,3	120,4	+ 29,1 %
MB	Recherche et développement	5,4	4,8	- 11,7 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	16,4	20,9	+ 27,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	110,1	141,6	+ 28,6 %
OZ	Administration publique	8,4	8,6	+ 2,4 %
PZ	Enseignement	14,0	19,7	+ 41,0 %
QA	Activités pour la santé humaine	29,4	33,2	+ 13,1 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	43,6	52,7	+ 20,9 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	13,6	18,1	+ 33,1 %
SZ	Autres activités de services	29,8	34,8	+ 16,8 %
	Activités diverses et non classées	0,4	0,4	+ 2,6 %
	TOTAL	1 072,8	1 349,5	+ 25,8 %
	Industrie	56,1	67,6	+ 20,6 %
	Construction	150,4	161,9	+ 7,6 %
	Tertiaire	866,3	1 120,0	+ 29,3 %

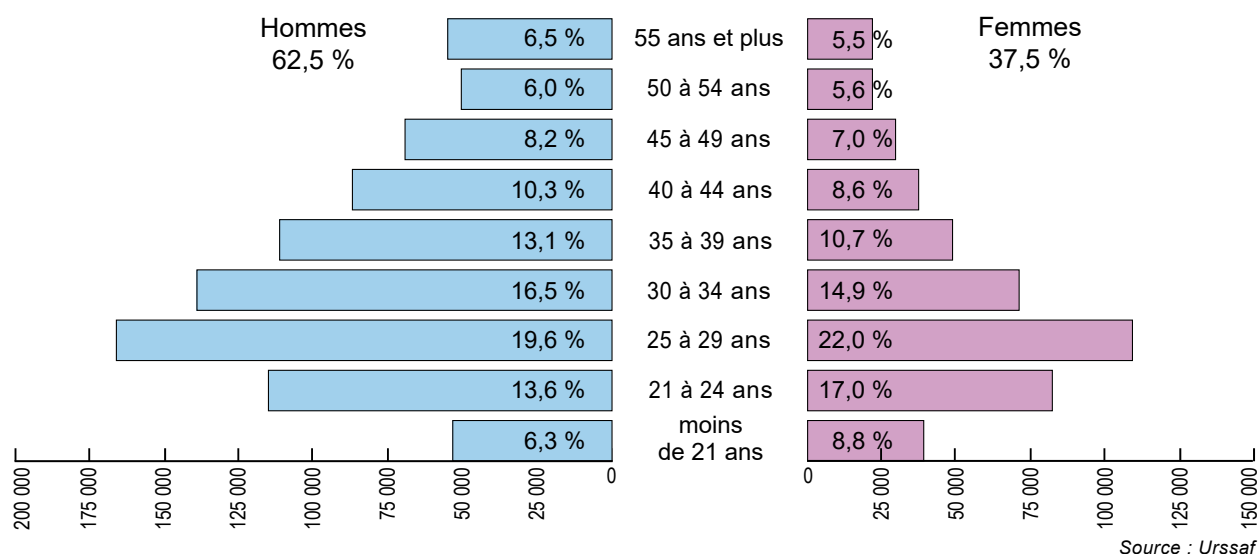
En milliers

Source : Urssaf

Les niveaux d'embauches en CDI (+ 25,8 %) sont en augmentation dans quasiment tous les secteurs. La construction (+ 7,6 % sur un an) étant le grand secteur qui avait le moins souffert en 2020, il est logiquement le moins dynamique pour ce type de contrat en 2021. Le tertiaire (+ 29,3 %) et l'industrie (+ 20,6 %) affichent en revanche un très fort rebond.

Dans le détail, les hausses les plus notables du nombre de DPAE en CDI se trouvent dans l'hébergement et la restauration (+ 48,4 %, notamment à Paris et en Seine-et-Marne), les activités informatiques (+ 38,3 %, soutenues par la forte progression dans le Val-de-Marne) et dans les transports (+ 33,3 % avec des hausses de plus de 50 % dans le Val-d'Oise ou dans les Hauts-de-Seine). À l'inverse, la recherche et développement (- 11,7 %) et l'habillement (- 8,2 %) ont émis moins de DPAE en CDI.

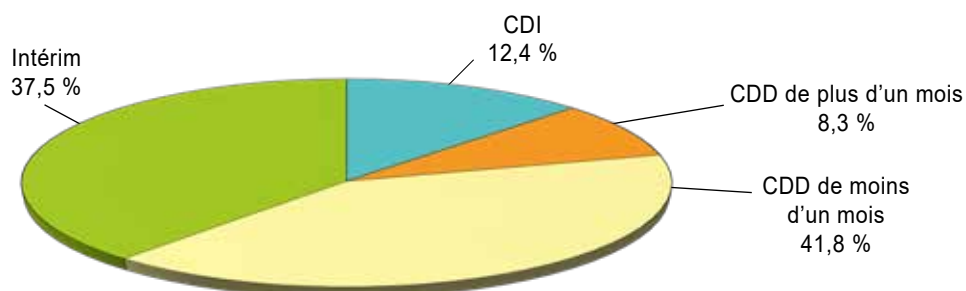
Répartition des DPAE en CDI par sexe et âge



Tout type de contrat considéré, les embauches par sexe se répartissent de façon assez stable dans le temps. En 2021, 58,3 % des DPAE correspondent à l'embauche de salariés masculins et 41,7 % de salariées féminines. La part des embauches féminines augmente cependant pour la quatrième année consécutive (+ 0,1 point en 2021).

Les tranches des 21-24 ans et des 25-29 ans concentrent près d'un tiers des DPAE. Cette prédominance est encore plus marquée dans les CDI, où l'âge médian des embauches s'établit à 32 ans (identique à l'année précédente). Pour ce type de contrat, les 25-29 ans représentent 19,6 % des embauches chez les hommes et 22,0 % des embauches chez les femmes. Les déclarations d'embauche des plus de 55 ans sont caractérisées par une part de DPAE plus importante en CDD (soit 11,5 % du total des DPAE) qu'en CDI (6,1 %).

Répartition des DPAE par type de contrat



La part des CDI dans le total des DPAE est constante cette année par rapport à 2020. Ces DPAE représentent 12,4 % de l'ensemble des contrats. Cette part, plus importante qu'avant crise, s'explique par des contrats courts très éloignés de leurs niveaux habituels. Le nombre de DPAE en CDI s'élève à 1,350 million en 2021, soit un volume compris entre ceux de 2018 et 2019.

Les CDD longs (contrats supérieurs à 1 mois) affichent une hausse de 21,9 % sur un an et ont retrouvé leur niveau de 2018.

Le type de contrat le plus utilisé demeure le CDD de courte durée (contrat inférieur à 1 mois). Il représente plus de 4,5 millions de DPAE, soit 41,8 % de l'ensemble des DPAE, contre 40,9 % un an plus tôt. Les CDD de courte durée rebondissent fortement cette année (+ 28,7 %) après l'effondrement de 2020 (- 39,9 %). Le niveau observé en 2021 est néanmoins inférieur à celui atteint en 2012. Cela traduit bien l'inadéquation de ce type de contrat au contexte durant une partie de l'année en raison des contraintes sanitaires.

L'intérim progresse quant à lui de 24,1 % sur un an et le volume de DPAE dans ce secteur est équivalent à celui obtenu en 2016.

Les exonérations de cotisations

Répartition et évolution des exonérations par département

	2020	2021	Poids département
Paris	1 730,9	1 643,7	29,1 %
Seine-et-Marne	517,7	548,0	9,7 %
Yvelines	453,7	481,4	8,5 %
Essonne	445,4	481,9	8,5 %
Hauts-de-Seine	767,0	786,3	13,9 %
Seine-Saint-Denis	669,7	717,8	12,7 %
Val-de-Marne	499,5	531,0	9,4 %
Val-d'Oise	424,1	464,1	8,2 %
Ile-de-France	5 508,0	5 654,1	100,0 %

En millions d'€

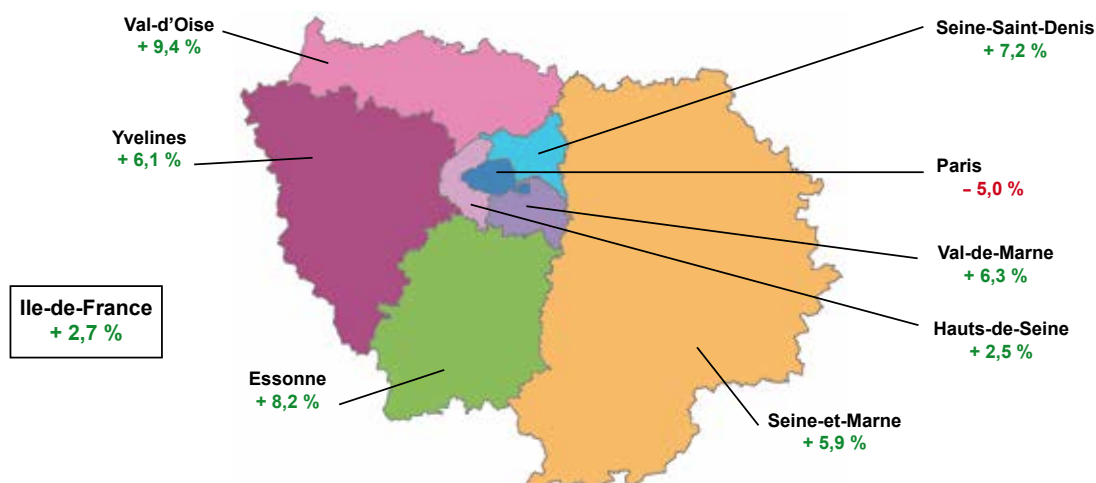
Source : Urssaf

Le montant total des exonérations au titre de l'année 2021 s'élève à 5,654 milliards d'euros pour l'ensemble des départements d'Île-de-France, soit une augmentation de 2,7 % par rapport au montant de 2020.

Le montant total exonéré représente 2,4 % de la totalité de l'assiette salariale calculée sur les secteurs privé et public de la région parisienne.

Cette hausse, qui correspond à un montant de 146 millions d'euros d'exonérations s'explique par la reprise économique. En effet, en 2021, l'amélioration du contexte sanitaire s'est accompagnée d'une hausse de l'emploi et de la masse salariale (+ 8,0 % sur un an cumulé), ce qui a eu pour conséquence d'augmenter l'assiette des exonérations. En 2020, au contraire, l'utilisation massive des dispositifs de chômage partiel et d'arrêts maladie avait substitué aux salaires des indemnités. Ainsi, les mesures générales d'encouragement à la création d'emplois (+ 699 millions d'euros), les mesures en faveur de l'emploi de publics particuliers (+ 49,8 millions), les mesures en faveur de l'emploi dans certaines zones géographiques (+ 0,1 million) et enfin les mesures en faveur de secteurs particuliers (+ 20,3 millions) affichent toutes une hausse. À l'inverse, les exonérations de cotisations sociales sous conditions mises en œuvre pour permettre aux PME des secteurs les plus touchés de traverser la crise en 2020 ont été moins utilisées en 2021 (- 623 millions).

Évolution annuelle des exonérations par département



Source : Urssaf

Tous les départements franciliens, à l'exception de Paris, affichent une augmentation du montant total des exonérations. Ainsi, globalement, les exonérations au niveau départemental oscillent entre - 5,0 % et + 9,4 %. Les montants associés à la principale mesure d'exonération, à savoir la réduction générale, atteignent 4,442 milliards d'euros, en hausse de 15,9 % en un an. Cette hausse s'explique majoritairement par la forte progression de la masse salariale. La réduction générale reste prédominante, puisque le montant exonéré représente 78,6 % du montant total des exonérations de cotisations.

Tous les départements voient leur réduction générale augmenter fortement, particulièrement Paris (+ 19,0 %) et la Seine-Saint-Denis (+ 16,7 %).

Les montants associés aux exonérations sur les heures supplémentaires s'élèvent à 509 millions d'euros. La part de ces mesures représente 9,0 % du montant total exonéré en région parisienne en 2021.

L'exonération sur compte épargne temps affiche une forte hausse (+ 19,6 %). Elle continue de progresser année après année depuis sa création. Cette exonération, pour un montant de 38 millions d'euros, n'est pas compensée par l'Etat.

Globalement, les mesures générales d'encouragement à la création d'emplois, à la RTT et au pouvoir d'achat représentent 88,4 % du montant total exonéré.

Le soutien aux PME subissant la crise sanitaire est passé par la création de nouvelles exonérations en 2020. Cette première année, elles s'élevaient à 864 millions d'euros. En 2021, ce montant n'est plus que 241 millions, soit une baisse de 72,1 %. Ces exonérations représentent 4,3 % de l'ensemble des exonérations en Île-de-France.

Dans le même temps, les exonérations liées aux mesures en faveur de l'emploi de publics particuliers s'élèvent à 195 millions d'euros en 2021, en progression de 34,4 % par rapport à 2020. Les principales mesures associées à ce domaine concernent les contrats d'apprentissage. Elles s'élèvent à 160 millions d'euros, en augmentation de 49,0 % sur un an. Cette hausse est conséquente pour les contrats d'apprentissage secteur privé (+ 62,8 %) et s'explique par le plan « #1jeune1solution » qui, en 2021, atteint sa première année pleine. Ce plan renforce les incitations à l'embauche d'apprentis. Ces mesures sur les contrats d'apprentissage ne représentent que 2,8 % du montant total des exonérations de cotisations en Ile-de-France.

Les montants des exonérations liées aux mesures en faveur de l'emploi dans certaines zones géographiques sont faibles, soit moins de 1,4 million d'euros, en hausse néanmoins de 9,8 % par rapport à 2020, mais ce rebond est avant tout technique. 78,5 % du montant relatif à ces exonérations concerne les zones franches urbaines. Comme les années précédentes, l'affaiblissement du montant exonéré lié aux ZFU (- 6,1 % en un an) fait suite à la nature dégressive de cette mesure.

Le montant total exonéré relatif aux mesures en faveur des services à la personne s'élève à 80 millions d'euros (+ 4,7 % sur un an). Dans le même temps, l'exonération pour les Jeunes entreprises innovantes (123 millions d'euros), est en progression de 10,6 % en un an.

Pour cette dernière exonération, la hausse est extrêmement importante en Seine-Saint-Denis (+ 53,2 %) et dans le Val-d'Oise (+ 39,3 %), alors que la progression est moins marquée à Paris (+ 8,2 %) et en Seine-Saint-Denis (+ 10,1 %). Ces fortes variations proviennent du nombre restreint d'entreprises utilisant cette exonération.

En 2021, 97,4 % du montant total des exonérations fait l'objet d'une compensation par l'Etat (identique un an plus tôt).

Répartition des exonérations par mesure

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)	Évolution 2021/2020
Allègement général	4 441,6	+ 15,9 %
Réduction salariale heures supplémentaires	397,4	+ 14,8 %
Exonération cotisations Covid-19	241,1	- 72,1 %
Contrat d'apprentissage secteur privé	129,3	+ 62,8 %
Jeunes entreprises innovantes	123,3	+ 10,6 %
Déduction patronale heures supplémentaires	111,3	+ 17,8 %
Aide à domicile	77,3	+ 5,2 %
Exonération sur compte épargne temps	38,0	+ 19,6 %
Contrat d'apprentissage secteur public	30,2	+ 9,5 %
Maîtres et documentalistes enseignants privé	17,6	+ 1,5 %
Autres	47,0	+ 55,8 %
TOTAL DES EXONÉRATIONS	5 654,1	+ 2,7 %

Source : Urssaf

A woman with dark hair in a bun, wearing glasses and a dark blazer over a white lace top, is seated at a desk. She is looking down at a laptop and a document. In the background, two other people are blurred, suggesting a busy office environment. A glass of water is visible on the desk to the right.

Chiffres départementaux

Zoom sur
les thèmes de l'emploi
et des exonérations



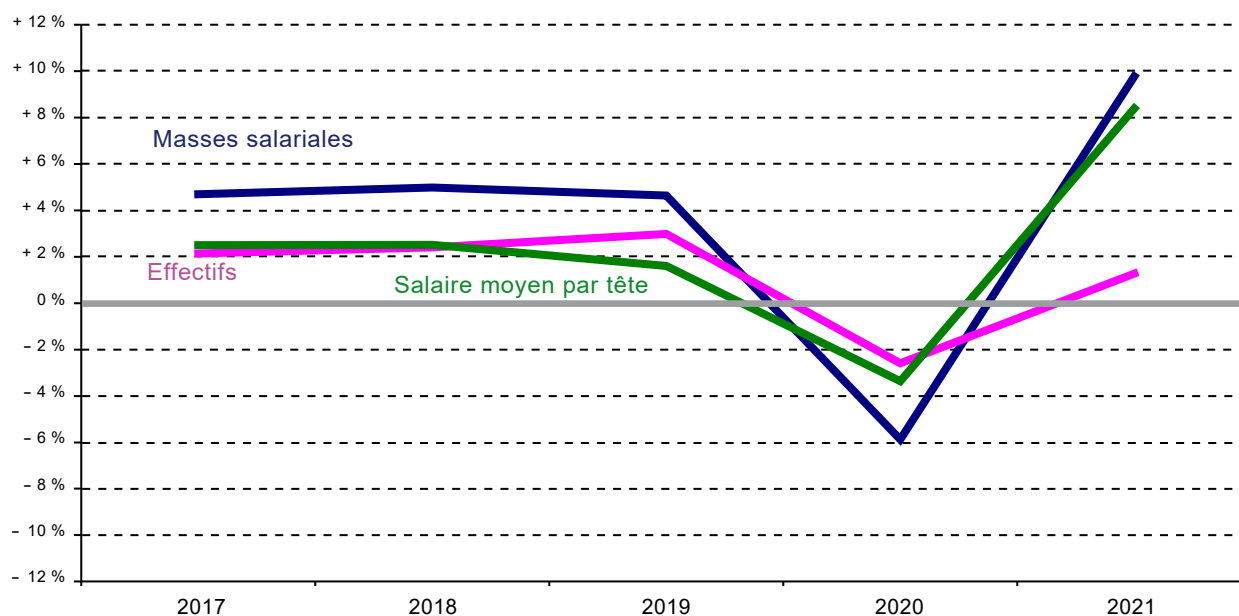
Paris

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2021	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2021/2016
		2017	2018	2019	2020	2021	
Masse salariale (en millions d'€)	66 991	+ 4,7 %	+ 5,0 %	+ 4,6 %	- 5,9 %	+ 9,8 %	+ 18,9 %
Effectifs salariés (en milliers)	1 450,9	+ 2,1 %	+ 2,4 %	+ 3,0 %	- 2,6 %	+ 1,3 %	+ 6,3 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	3 848	+ 2,5 %	+ 2,5 %	+ 1,6 %	- 3,4 %	+ 8,4 %	+ 11,8 %
Établissements	162 785	- 0,7 %	+ 0,3 %	+ 1,5 %	- 0,0 %	+ 3,0 %	+ 4,1 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	14	- 17,6 %	1,2	- 1,2 %	93	+ 7,1 %
CA	Industries agro-alimentaires	1 524	+ 2,8 %	12,7	+ 2,2 %	372	+ 13,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	800	- 4,2 %	9,2	- 8,5 %	449	+ 0,1 %
CC	Bois et papier	314	- 0,9 %	2,1	- 4,0 %	95	+ 6,1 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0	-
CE	Industrie chimique	149	+ 1,4 %	3,0	+ 1,4 %	225	+ 5,1 %
CF	Industrie pharmaceutique	30	- 6,3 %	1,5	+ 7,9 %	117	+ 12,6 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	77	- 4,9 %	1,1	- 4,7 %	66	- 2,4 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	95	+ 3,3 %	0,8	- 0,5 %	44	+ 7,4 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	65	+ 6,6 %	1,5	+ 9,4 %	109	+ 20,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	51	+ 8,5 %	0,5	+ 11,3 %	28	+ 22,6 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	37	- 7,5 %	0,5	- 14,0 %	34	+ 2,7 %
CL	Fabrication de matériels de transport	21	- 19,2 %	2,1	- 7,5 %	121	+ 6,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	870	+ 4,3 %	6,6	+ 3,3 %	298	+ 17,8 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	121	+ 0,8 %	5,9	+ 0,8 %	394	+ 2,6 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	73	+ 7,4 %	1,6	- 3,1 %	74	- 0,2 %
FZ	Construction	7 021	+ 3,8 %	39,0	+ 5,3 %	1 198	+ 14,1 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	24 845	+ 2,8 %	168,8	- 1,9 %	6 377	+ 8,9 %
HZ	Transports et entreposage	2 602	+ 2,9 %	69,5	- 1,7 %	2 782	+ 2,3 %
IZ	Hébergement et restauration	17 824	+ 3,3 %	150,1	- 1,6 %	2 853	+ 22,0 %
JA	Édition et Audiovisuel	6 648	+ 8,3 %	74,7	+ 6,3 %	4 399	+ 14,8 %
JB	Télécommunications	346	+ 0,9 %	18,8	- 7,4 %	978	- 8,7 %
JC	Activités informatiques	6 765	+ 9,1 %	95,2	+ 7,1 %	5 939	+ 15,8 %
KZ	Activités financières et d'assurance	8 335	+ 3,0 %	136,1	+ 0,6 %	11 589	+ 7,3 %
LZ	Activités immobilières	6 779	+ 0,5 %	36,5	- 1,5 %	1 750	+ 5,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	21 563	+ 5,5 %	158,5	+ 1,8 %	10 724	+ 10,1 %
MB	Recherche et développement	558	+ 4,7 %	11,5	+ 3,2 %	638	+ 10,2 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	4 063	+ 7,2 %	33,1	+ 3,5 %	1 959	+ 12,6 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	27 313	- 2,2 %	173,0	+ 2,6 %	5 582	+ 8,5 %
OZ	Administration publique	155	- 6,6 %	17,7	- 1,5 %	807	- 0,3 %
PZ	Enseignement	3 001	+ 6,3 %	39,9	+ 3,2 %	1 228	+ 11,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	3 578	+ 1,7 %	31,8	+ 4,9 %	1 136	+ 16,8 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	2 206	+ 2,7 %	56,9	+ 2,4 %	1 429	+ 9,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	4 035	+ 13,7 %	30,8	+ 4,3 %	1 081	+ 15,7 %
SZ	Autres activités de services	10 907	+ 2,2 %	58,8	+ 0,6 %	2 022	+ 6,8 %
	Industrie	4 241	+ 1,0 %	50,2	- 0,9 %	2 520	+ 7,1 %
	Construction	7 021	+ 3,8 %	39,0	+ 5,3 %	1 198	+ 14,1 %
	Tertiaire	151 523	+ 3,1 %	1 361,7	+ 1,2 %	63 274	+ 9,8 %
	Dont Tertiaire hors intérim	150 420	+ 3,1 %	1 315,9	+ 1,0 %	61 790	+ 9,7 %
	Intérim	1 103	- 0,2 %	45,8	+ 9,2 %	1 484	+ 16,3 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,1	0,1	- 13,6 %
CA	Industries agro-alimentaires	9,8	14,0	+ 43,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	4,5	5,0	+ 10,1 %
CC	Bois et papier	0,6	0,6	+ 10,6 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,7	1,0	+ 36,1 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,2	0,3	+ 16,0 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,3	+ 13,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,3	0,7	+158,1 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,4	0,5	+ 12,6 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,2	+ 38,8 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,1	0,1	- 35,3 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,3	0,5	+ 80,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	2,5	3,2	+ 29,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	1,0	1,4	+ 34,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,5	0,6	+ 7,8 %
FZ	Construction	32,8	36,0	+ 9,5 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	100,8	124,8	+ 23,8 %
HZ	Transports et entreposage	68,9	67,4	- 2,2 %
IZ	Hébergement et restauration	219,6	342,3	+ 55,9 %
JA	Édition et audiovisuel	507,6	701,1	+ 38,1 %
JB	Télécommunications	3,9	4,3	+ 7,8 %
JC	Activités informatiques	38,8	48,2	+ 24,2 %
KZ	Activités financières et d'assurance	32,5	37,3	+ 14,7 %
LZ	Activités immobilières	17,2	19,3	+ 11,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	72,8	98,9	+ 35,8 %
MB	Recherche et développement	7,8	8,9	+ 14,6 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	74,9	138,4	+ 84,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	1 626,1	1 978,4	+ 21,7 %
OZ	Administration publique	13,0	15,0	+ 15,3 %
PZ	Enseignement	60,8	74,7	+ 22,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	93,4	124,3	+ 33,1 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	99,6	112,1	+ 12,6 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	222,3	306,7	+ 37,9 %
SZ	Autres activités de services	42,2	52,6	+ 24,6 %
	Activités diverses et non classées	1,0	0,9	- 12,8 %
	TOTAL	3 357,7	4 319,7	+ 28,7 %
	Industrie	21,5	28,3	+ 32,0 %
	Construction	32,8	36,0	+ 9,5 %
	Tertiaire	3 303,4	4 255,4	+ 28,8 %
	Dont Tertiaire hors intérim	1 885,5	2 571,9	+ 36,4 %
	Intérim	1 417,8	1 683,5	+ 18,7 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,1	0,1	- 8,5 %
CA	Industries agro-alimentaires	5,7	8,0	+ 40,8 %
CB	Habillement, textile et cuir	1,9	2,0	+ 6,0 %
CC	Bois et papier	0,4	0,3	- 16,5 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,4	0,5	+ 22,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,2	+ 47,3 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,1	0,1	+ 23,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,2	0,6	+223,1 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,3	0,4	+ 6,3 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	+ 12,7 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,1	0,0	- 48,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,2	0,3	+ 72,3 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,1	1,5	+ 37,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,7	0,9	+ 34,1 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,2	0,3	+ 29,2 %
FZ	Construction	21,7	23,2	+ 6,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	40,9	54,5	+ 33,5 %
HZ	Transports et entreposage	16,2	23,3	+ 43,8 %
IZ	Hébergement et restauration	58,1	92,1	+ 58,4 %
JA	Édition et audiovisuel	11,5	14,9	+ 29,6 %
JB	Télécommunications	2,5	2,6	+ 4,4 %
JC	Activités informatiques	24,2	33,8	+ 39,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	18,9	21,4	+ 13,1 %
LZ	Activités immobilières	6,9	8,2	+ 18,4 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	40,1	52,5	+ 30,8 %
MB	Recherche et développement	2,8	1,9	- 32,5 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	6,6	9,0	+ 37,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	29,2	40,0	+ 37,2 %
OZ	Administration publique	3,0	3,2	+ 8,0 %
PZ	Enseignement	6,1	8,4	+ 38,3 %
QA	Activités pour la santé humaine	9,5	11,0	+ 15,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	12,2	14,0	+ 15,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	5,1	6,1	+ 19,8 %
SZ	Autres activités de services	13,5	15,3	+ 13,4 %
	Activités diverses et non classées	0,3	0,3	- 5,6 %
	TOTAL	340,8	451,1	+ 32,4 %
	Industrie	11,6	15,3	+ 32,5 %
	Construction	21,7	23,2	+ 6,8 %
	Tertiaire	307,5	412,6	+ 34,2 %

(en milliers)

Source : Urssaf



Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	1 171,2
Exonération cotisations Covid-19	131,8
Réduction salariale heures supplémentaires	127,6
Jeunes entreprises innovantes	76,3
Déduction patronale heures supplémentaires	39,7
Contrat d'apprentissage secteur privé	38,5
Aide à domicile	19,1
Contrat d'apprentissage secteur public	14,6
Exonération sur compte épargne temps	9,8
Maîtres et documentalistes enseignants privé	5,5
Autres	9,6
TOTAL DES EXONÉRATIONS	1 643,7

Source : Urssaf



Seine-et-Marne

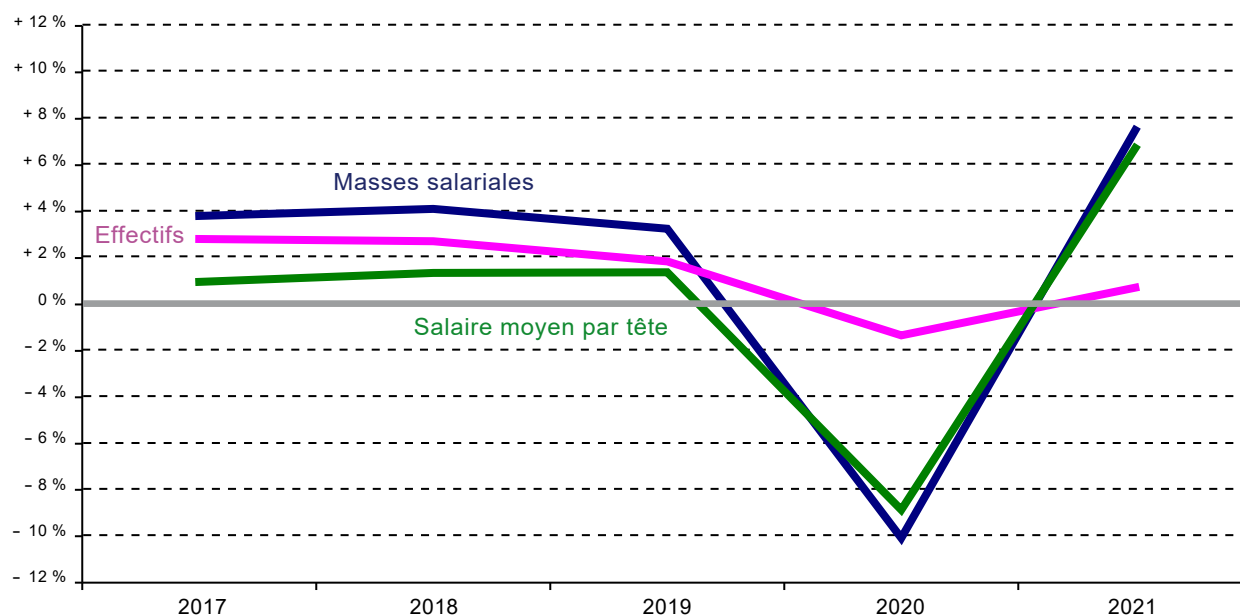


Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2021	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2021/2016
		2017	2018	2019	2020	2021	
Masse salariale (en millions d'€)	11 231	+ 3,8 %	+ 4,1 %	+ 3,3 %	- 10,1 %	+ 7,5 %	+ 7,9 %
Effectifs salariés (en milliers)	372,9	+ 2,8 %	+ 2,7 %	+ 1,9 %	- 1,3 %	+ 0,7 %	+ 6,9 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 510	+ 1,0 %	+ 1,4 %	+ 1,4 %	- 8,9 %	+ 6,7 %	+ 0,9 %
Établissements	33 744	+ 0,7 %	+ 0,6 %	+ 2,0 %	+ 0,6 %	+ 4,3 %	+ 8,5 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	42	+ 2,4 %	0,5	+ 0,7 %	23	+ 6,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	609	+ 2,2 %	5,1	- 14,8 %	142	- 31,5 %
CB	Habillement, textile et cuir	39	+ 0,0 %	0,5	- 1,2 %	15	+ 7,3 %
CC	Bois et papier	163	- 0,6 %	2,2	- 5,2 %	80	+ 4,4 %
CD	Cokéfaction et raffinage	2	+ 0,0 %	0,5	- 5,9 %	28	+ 0,4 %
CE	Industrie chimique	56	+ 0,0 %	2,2	- 0,4 %	90	+ 3,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	11	+ 10,0 %	0,4	- 0,3 %	17	+ 4,7 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	175	+ 1,7 %	3,9	- 0,1 %	151	+ 7,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	321	- 1,5 %	5,7	- 4,7 %	212	+ 5,2 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	52	- 1,9 %	1,6	- 3,2 %	64	+ 5,2 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	43	- 6,5 %	1,7	- 6,7 %	72	+ 1,2 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	112	- 0,9 %	2,3	- 2,1 %	95	+ 5,8 %
CL	Fabrication de matériels de transport	42	- 8,7 %	5,6	- 6,8 %	272	+ 7,2 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	453	+ 3,7 %	6,6	- 0,4 %	286	+ 7,8 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	29	+ 0,0 %	2,5	- 1,8 %	142	- 0,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	157	- 0,6 %	3,6	- 2,4 %	119	+ 2,9 %
FZ	Construction	5 582	+ 3,2 %	42,4	+ 3,8 %	1 290	+ 13,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	7 724	+ 3,8 %	74,1	+ 0,7 %	2 378	+ 8,8 %
HZ	Transports et entreposage	1 798	+ 5,2 %	45,2	- 1,3 %	1 313	+ 4,4 %
IZ	Hébergement et restauration	2 832	+ 6,2 %	22,4	+ 1,4 %	380	+ 18,5 %
JA	Édition et Audiovisuel	198	+ 9,4 %	1,5	- 6,9 %	68	- 0,0 %
JB	Télécommunications	81	+ 9,5 %	1,5	+ 0,5 %	53	+ 3,0 %
JC	Activités informatiques	623	+ 10,1 %	2,6	+ 9,6 %	100	+ 15,4 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 405	+ 2,9 %	7,1	- 0,5 %	334	+ 5,2 %
LZ	Activités immobilières	886	- 1,6 %	4,3	- 2,9 %	143	+ 6,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2 204	+ 8,3 %	12,7	+ 1,1 %	519	+ 7,5 %
MB	Recherche et développement	21	- 19,2 %	1,1	- 1,0 %	49	+ 3,2 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	502	+ 9,1 %	2,5	- 2,5 %	73	+ 6,6 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 122	+ 2,4 %	47,9	+ 7,9 %	1 095	+ 14,8 %
OZ	Administration publique	31	+ 0,0 %	3,1	+ 4,0 %	103	+ 4,8 %
PZ	Enseignement	581	+ 3,0 %	4,7	+ 3,4 %	150	+ 11,4 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 068	+ 0,0 %	9,3	+ 5,6 %	309	+ 15,4 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	733	+ 4,9 %	20,7	+ 1,8 %	498	+ 7,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 222	+ 13,9 %	18,3	- 8,6 %	426	- 5,9 %
SZ	Autres activités de services	1 825	+ 5,8 %	6,6	+ 0,9 %	143	+ 11,0 %
	Industrie	2 306	+ 0,8 %	44,8	- 4,5 %	1 806	+ 0,9 %
	Construction	5 582	+ 3,2 %	42,4	+ 3,8 %	1 290	+ 13,4 %
	Tertiaire	25 856	+ 4,9 %	285,7	+ 1,1 %	8 134	+ 8,2 %
	Dont Tertiaire hors intérim	25 457	+ 4,9 %	269,6	+ 0,2 %	7 713	+ 7,6 %
	Intérim	399	+ 4,5 %	16,1	+ 19,0 %	421	+ 20,9 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,1	0,1	+ 19,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	3,6	4,2	+ 14,3 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,2	+ 29,3 %
CC	Bois et papier	0,6	0,7	+ 18,6 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,0	- 47,4 %
CE	Industrie chimique	0,4	0,3	- 11,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,1	+ 13,7 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,9	1,2	+ 34,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,9	1,2	+ 36,0 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,2	0,3	+ 35,0 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,2	+ 46,5 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,4	0,6	+ 46,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,4	0,6	+ 55,0 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,2	1,7	+ 47,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,2	0,2	+ 9,3 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,3	1,4	+ 3,5 %
FZ	Construction	21,8	24,1	+ 10,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	41,5	47,9	+ 15,3 %
HZ	Transports et entreposage	18,2	21,7	+ 19,0 %
IZ	Hébergement et restauration	24,7	35,1	+ 42,2 %
JA	Édition et audiovisuel	2,6	3,1	+ 15,9 %
JB	Télécommunications	0,4	0,4	+ 12,9 %
JC	Activités informatiques	1,1	1,3	+ 15,8 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,7	1,8	+ 7,7 %
LZ	Activités immobilières	2,9	2,9	+ 0,3 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	6,0	9,1	+ 51,5 %
MB	Recherche et développement	0,2	0,2	+ 13,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	9,4	12,3	+ 31,0 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	463,3	546,8	+ 18,0 %
OZ	Administration publique	11,5	12,9	+ 12,2 %
PZ	Enseignement	4,5	5,8	+ 27,7 %
QA	Activités pour la santé humaine	38,6	52,7	+ 36,7 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	64,7	76,1	+ 17,6 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	28,1	31,5	+ 12,0 %
SZ	Autres activités de services	5,9	6,9	+ 16,9 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,1	+ 51,4 %
	TOTAL	757,8	905,7	+ 19,5 %
	Industrie	10,6	13,0	+ 22,8 %
	Construction	21,8	24,1	+ 10,4 %
	Tertiaire	725,4	868,6	+ 19,7 %
	Dont Tertiaire hors intérim	290,2	363,8	+ 25,4 %
	Intérim	435,2	504,8	+ 16,0 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,0	0,1	+ 21,7 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,7	2,0	+ 17,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,0	+ 43,5 %
CC	Bois et papier	0,1	0,2	+ 66,9 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	- 44,8 %
CE	Industrie chimique	0,2	0,2	+ 12,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,0	+ 34,5 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	+ 16,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,5	0,7	+ 31,8 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,1	0,2	+ 63,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	+ 67,1 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,4	+ 41,8 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,2	0,4	+ 57,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,7	1,0	+ 44,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	+ 25,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,0	0,9	- 6,0 %
FZ	Construction	12,9	14,9	+ 15,2 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	15,6	19,5	+ 25,3 %
HZ	Transports et entreposage	9,2	11,2	+ 22,5 %
IZ	Hébergement et restauration	9,4	15,0	+ 58,9 %
JA	Édition et audiovisuel	0,2	0,2	+ 17,0 %
JB	Télécommunications	0,2	0,3	+ 12,9 %
JC	Activités informatiques	0,7	0,8	+ 15,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	0,9	1,0	+ 9,0 %
LZ	Activités immobilières	0,8	0,9	+ 16,1 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2,8	3,5	+ 25,5 %
MB	Recherche et développement	0,1	0,1	+ 7,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,8	0,6	- 19,3 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	8,1	10,4	+ 29,3 %
OZ	Administration publique	0,7	0,7	+ 2,3 %
PZ	Enseignement	0,7	1,2	+ 75,3 %
QA	Activités pour la santé humaine	1,9	2,1	+ 10,4 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,2	5,0	+ 18,6 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,6	2,9	+ 87,0 %
SZ	Autres activités de services	1,8	2,2	+ 25,9 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 66,7 %
	TOTAL	77,7	99,2	+ 27,6 %
	Industrie	5,3	6,6	+ 23,9 %
	Construction	12,9	14,9	+ 15,2 %
	Tertiaire	59,5	77,6	+ 30,6 %

(en milliers)

Source : Urssaf



Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	460,5
Réduction salariale heures supplémentaires	39,1
Exonération cotisations Covid-19	11,3
Déduction patronale heures supplémentaires	11,2
Aide à domicile	9,7
Contrat d'apprentissage secteur privé	8,9
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	2,1
Jeunes entreprises innovantes	1,5
Contrat d'apprentissage secteur public	1,2
Exonération sur compte épargne temps	1,0
Autres	1,6
TOTAL DES EXONÉRATIONS	548,0

Source : Urssaf



Yvelines

Yvelines is a French department in the Île-de-France region, named after the Yveline river. It is located west of Paris and is known for its natural beauty, including the Forest of Rambouillet and the Yveline Valley. The department is a member of the Île-de-France region and is part of the Paris Basin.

Yvelines is a large department with a population of approximately 1.2 million people. It is a diverse region with a mix of urban and rural areas. The capital of the department is Evry-Courcouronnes, which is a major hub for transportation and industry. Other important cities include Versailles, which is home to the Palace of Versailles, and Rambouillet, which is a major center for tourism and recreation.

Yvelines is a region with a rich cultural heritage. It is home to many historical sites, including the Palace of Versailles, the Forest of Rambouillet, and the Yveline Valley. The region is also known for its wine and agriculture, particularly the production of sparkling wine and apples. Yvelines is a beautiful region with a lot to offer to visitors.

Yvelines is a region with a strong economy. It is a major center for industry and commerce, particularly in the fields of transportation, manufacturing, and services. The region is also home to many universities and research institutions, which contribute to its economic growth. Yvelines is a dynamic region with a bright future.

Yvelines is a region with a high quality of life. It offers a mix of urban and rural living, with excellent infrastructure and services. The region is also known for its natural beauty and outdoor activities, making it a popular destination for tourists and residents alike. Yvelines is a region that offers the best of both worlds.

Yvelines is a region with a strong sense of community. The people of Yvelines are proud of their region and its heritage. They are also known for their hospitality and friendliness. Yvelines is a region that is full of life and energy.

Yvelines is a region with a rich history. It has been a part of France since the 18th century and has played a significant role in the country's history. Yvelines is a region that has a lot to offer to visitors and residents alike.

Yvelines is a region with a beautiful landscape. It is home to many natural wonders, including the Forest of Rambouillet and the Yveline Valley. The region is also known for its wine and agriculture, which are an important part of its identity. Yvelines is a region that is full of natural beauty.

Yvelines is a region with a strong economy. It is a major center for industry and commerce, particularly in the fields of transportation, manufacturing, and services. The region is also home to many universities and research institutions, which contribute to its economic growth. Yvelines is a dynamic region with a bright future.

Yvelines is a region with a high quality of life. It offers a mix of urban and rural living, with excellent infrastructure and services. The region is also known for its natural beauty and outdoor activities, making it a popular destination for tourists and residents alike. Yvelines is a region that offers the best of both worlds.

Yvelines is a region with a strong sense of community. The people of Yvelines are proud of their region and its heritage. They are also known for their hospitality and friendliness. Yvelines is a region that is full of life and energy.

Yvelines is a region with a rich history. It has been a part of France since the 18th century and has played a significant role in the country's history. Yvelines is a region that has a lot to offer to visitors and residents alike.

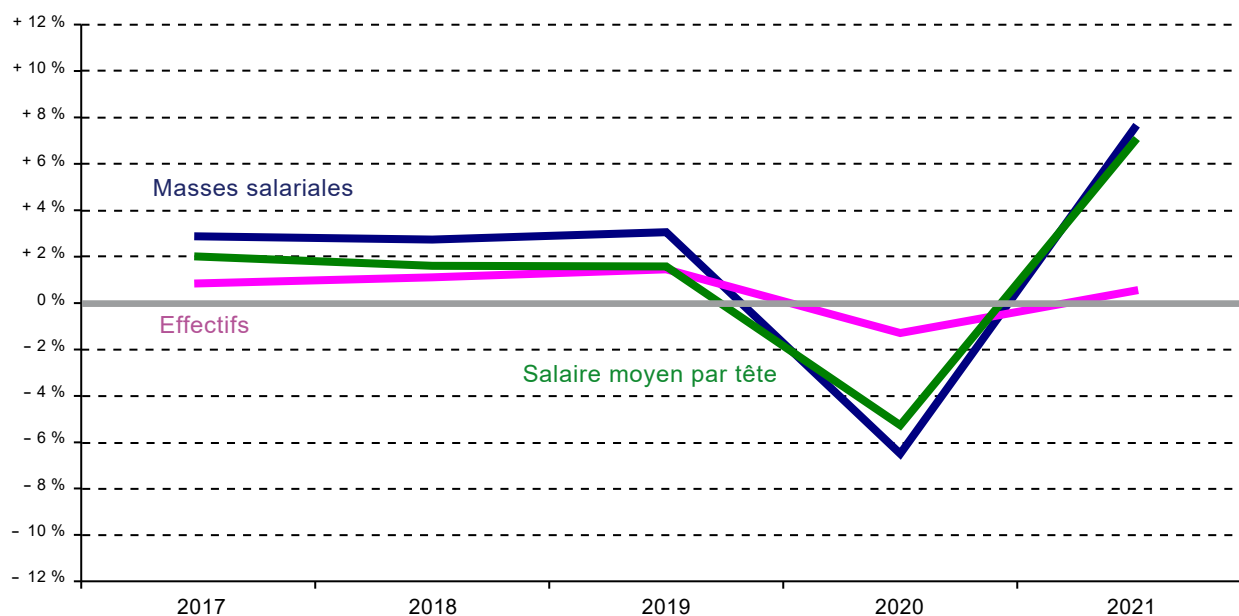
Yvelines is a region with a beautiful landscape. It is home to many natural wonders, including the Forest of Rambouillet and the Yveline Valley. The region is also known for its wine and agriculture, which are an important part of its identity. Yvelines is a region that is full of natural beauty.

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2021	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2021/2016
		2017	2018	2019	2020	2021	
Masse salarial (en millions d'€)	15 934	+ 2,9 %	+ 2,7 %	+ 3,1 %	- 6,5 %	+ 7,5 %	+ 9,5 %
Effectifs salariés (en milliers)	403,4	+ 0,8 %	+ 1,1 %	+ 1,4 %	- 1,3 %	+ 0,5 %	+ 2,7 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	3 292	+ 2,0 %	+ 1,6 %	+ 1,6 %	- 5,3 %	+ 7,0 %	+ 6,7 %
Établissements	35 073	- 0,5 %	+ 0,6 %	+ 2,4 %	+ 1,3 %	+ 3,2 %	+ 7,2 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	10	- 9,1 %	0,1	+ 8,5 %	8	+ 24,7 %
CA	Industries agro-alimentaires	585	+ 3,4 %	4,3	+ 7,4 %	112	+ 14,3 %
CB	Habillement, textile et cuir	28	+ 12,0 %	0,1	+ 8,9 %	2	+ 20,7 %
CC	Bois et papier	90	- 5,3 %	0,6	- 5,7 %	19	- 1,1 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0	-
CE	Industrie chimique	34	+ 6,3 %	1,5	- 1,9 %	75	+ 3,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	11	- 21,4 %	0,7	- 7,3 %	37	- 6,0 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	90	+ 0,0 %	2,3	- 2,1 %	108	+ 7,2 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	184	- 3,7 %	3,3	- 2,0 %	143	+ 7,6 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques		85 - 3,4 %	9,7	- 2,8 %	628	- 0,3 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	38	- 5,0 %	0,9	- 1,9 %	51	+ 0,2 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	70	+ 1,4 %	3,7	- 3,7 %	232	+ 8,1 %
CL	Fabrication de matériels de transport	61	+ 0,0 %	32,5	- 4,1 %	2 011	+ 5,0 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	315	+ 0,0 %	7,3	- 2,9 %	386	+ 3,2 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	27	+ 0,0 %	2,2	+ 1,2 %	110	+ 2,9 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	106	- 3,6 %	4,1	+ 1,1 %	147	+ 5,4 %
FZ	Construction	4 179	+ 3,3 %	40,1	+ 2,4 %	1 485	+ 7,3 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	7 454	+ 2,5 %	67,1	+ 0,5 %	2 498	+ 8,3 %
HZ	Transports et entreposage	1 099	+ 5,9 %	19,6	+ 0,3 %	598	+ 5,4 %
IZ	Hébergement et restauration	3 045	+ 1,8 %	23,2	+ 2,8 %	469	+ 18,9 %
JA	Édition et Audiovisuel	365	+ 5,2 %	5,5	- 0,2 %	353	+ 4,0 %
JB	Télécommunications	84	+ 13,5 %	2,5	- 0,4 %	126	+ 3,6 %
JC	Activités informatiques	1 260	+ 10,8 %	9,5	+ 2,6 %	488	+ 8,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 584	+ 2,0 %	12,7	- 1,5 %	645	+ 3,7 %
LZ	Activités immobilières	1 125	+ 1,3 %	4,8	- 1,9 %	179	+ 7,4 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	3 655	+ 4,8 %	37,3	- 1,4 %	1 860	+ 8,1 %
MB	Recherche et développement	60	+ 9,1 %	2,1	- 1,6 %	137	+ 8,0 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	584	+ 6,0 %	6,5	- 3,1 %	231	+ 10,0 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 559	- 1,7 %	40,3	+ 5,3 %	984	+ 10,1 %
OZ	Administration publique	27	+ 3,8 %	3,0	+ 2,0 %	106	+ 2,3 %
PZ	Enseignement	795	+ 8,2 %	8,5	+ 4,0 %	237	+ 8,4 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 164	- 0,4 % 9,3	+	3,9 %	310	+ 13,0 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	962	+ 3,7 %	23,4	- 1,1 %	514	+ 6,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 168	+ 11,9 %	5,5	+ 4,4 %	461	+ 25,3 %
SZ	Autres activités de services	2 170	+ 4,7 %	9,2	+ 2,0 %	186	+ 10,7 %
	Industrie	1 734	+ 0,0 %	73,3	- 2,5 %	4 068	+ 4,3 %
	Construction	4 179	+ 3,3 %	40,1	+ 2,4 %	1 485	+ 7,3 %
	Tertiaire	29 160	+ 3,4 %	290,1	+ 1,1 %	10 382	+ 8,9 %
	Dont Tertiaire hors intérim	28 937	+ 3,4 %	282,0	+ 0,8 %	10 166	+ 8,7 %
	Intérim	223	+ 4,7 %	8,1	+ 13,6 %	216	+ 15,8 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,0	0,1	+ 100,2 %
CA	Industries agro-alimentaires	3,4	4,3	+ 26,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,0	+ 0,1 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	+ 1,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,2	0,3	+ 38,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	- 7,9 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,4	+ 28,8 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,6	0,9	+ 52,6 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,9	1,1	+ 20,1 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,2	+ 14,3 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,4	0,5	+ 12,0 %
CL	Fabrication de matériels de transport	1,7	1,9	+ 10,2 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,3	1,3	+ 6,5 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,2	0,3	+ 11,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,6	1,9	+ 24,2 %
FZ	Construction	15,1	17,7	+ 16,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	39,7	44,1	+ 11,1 %
HZ	Transports et entreposage	10,1	11,4	+ 12,6 %
IZ	Hébergement et restauration	31,6	42,1	+ 33,3 %
JA	Édition et audiovisuel	13,0	13,5	+ 3,5 %
JB	Télécommunications	0,4	0,5	+ 9,0 %
JC	Activités informatiques	2,9	3,8	+ 30,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,9	3,2	+ 7,9 %
LZ	Activités immobilières	2,6	2,4	- 8,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	10,4	13,9	+ 33,9 %
MB	Recherche et développement	0,7	1,0	+ 32,5 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	5,7	9,5	+ 67,1 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	197,9	245,8	+ 24,2 %
OZ	Administration publique	12,8	14,8	+ 16,1 %
PZ	Enseignement	9,2	12,5	+ 35,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	40,3	45,3	+ 12,4 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	84,1	98,5	+ 17,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	21,2	31,4	+ 48,5 %
SZ	Autres activités de services	10,6	11,1	+ 4,9 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 2,8 %
	TOTAL	522,5	635,9	+ 21,7 %
	Industrie	11,1	13,4	+ 20,9 %
	Construction	15,1	17,7	+ 16,8 %
	Tertiaire	496,3	604,8	+ 21,9 %
	Dont Tertiaire hors intérim	332,7	401,8	+ 20,7 %
	Intérim	163,6	203,1	+ 24,2 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,0	0,1	+ 82,1 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,9	2,4	+ 25,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,0	+ 13,3 %
CC	Bois et papier	0,1	0,1	- 3,2 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,1	0,2	+ 38,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	+ 4,0 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,2	+ 12,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,3	0,5	+ 41,5 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,6	0,7	+ 13,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	+ 8,7 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,3	- 0,7 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,7	0,7	- 2,5 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,8	0,9	+ 6,5 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,2	0,2	+ 11,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,5	0,7	+ 29,4 %
FZ	Construction	9,3	11,1	+ 18,6 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	15,8	18,0	+ 13,7 %
HZ	Transports et entreposage	4,1	4,3	+ 3,7 %
IZ	Hébergement et restauration	9,8	14,4	+ 46,5 %
JA	Édition et audiovisuel	0,5	1,3	+175,6 %
JB	Télécommunications	0,3	0,3	+ 14,2 %
JC	Activités informatiques	1,7	2,3	+ 36,5 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,4	1,4	+ 2,5 %
LZ	Activités immobilières	1,0	1,1	+ 7,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	6,9	8,5	+ 22,5 %
MB	Recherche et développement	0,2	0,3	+ 62,7 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,9	1,0	+ 17,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	7,1	10,1	+ 41,8 %
OZ	Administration publique	0,7	0,7	+ 2,1 %
PZ	Enseignement	1,1	1,4	+ 22,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	2,0	2,4	+ 21,3 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,7	6,1	+ 30,0 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,5	1,8	+ 22,0 %
SZ	Autres activités de services	2,2	2,5	+ 11,4 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 33,3 %
	TOTAL	76,9	95,6	+ 24,2 %
	Industrie	5,9	6,9	+ 16,9 %
	Construction	9,3	11,1	+ 18,6 %
	Tertiaire	61,7	77,6	+ 25,8 %

(en milliers)

Source : Urssaf



Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	382,6
Réduction salariale heures supplémentaires	32,5
Contrat d'apprentissage secteur privé	12,5
Exonération cotisations Covid-19	11,4
Déduction patronale heures supplémentaires	8,7
Aide à domicile	8,2
Maîtres et documentalistes enseignants privé	7,6
Jeunes entreprises innovantes	4,5
Exonération sur compte épargne temps	4,0
Contrat d'apprentissage secteur public	3,8
Autres	5,6
TOTAL DES EXONÉRATIONS	481,4

Source : Urssaf



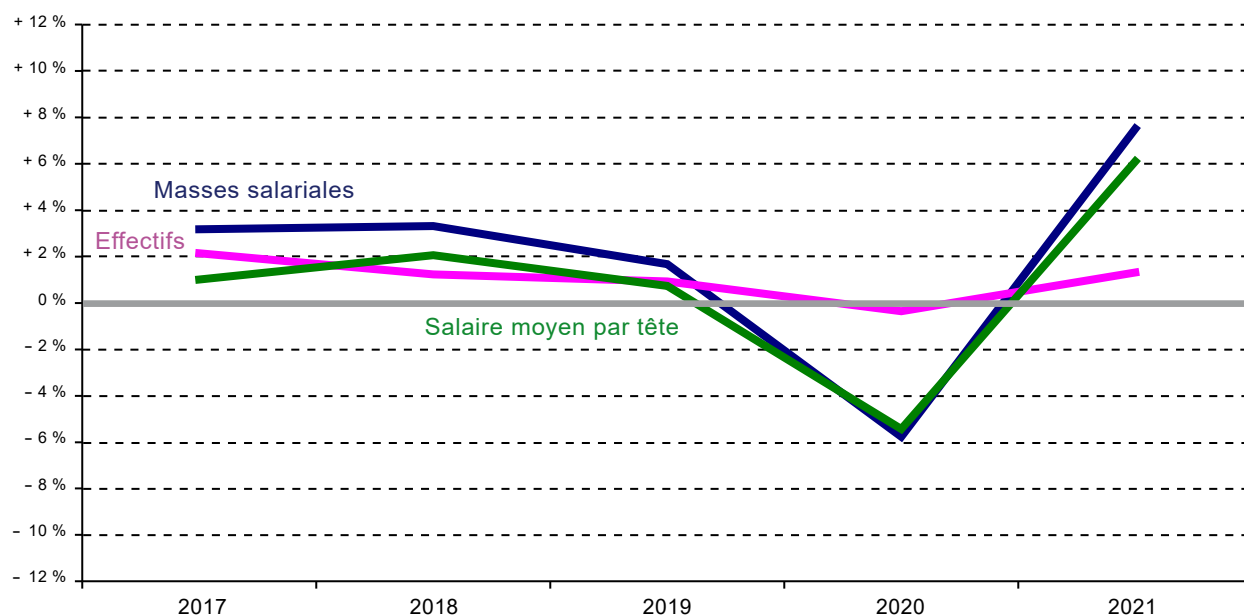
Essonne

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2021	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2021/2016
		2017	2018	2019	2020	2021	
Masse salariale (en millions d'€)	12 815	+ 3,2 %	+ 3,3 %	+ 1,7 %	- 5,8 %	+ 7,5 %	+ 9,8 %
Effectifs salariés (en milliers)	357,6	+ 2,1 %	+ 1,2 %	+ 0,9 %	- 0,4 %	+ 1,3 %	+ 5,4 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 986	+ 1,0 %	+ 2,1 %	+ 0,7 %	- 5,4 %	+ 6,1 %	+ 4,2 %
Établissements	29 877	+ 0,3 %	+ 0,6 %	+ 2,4 %	+ 1,0 %	+ 4,1 %	+ 8,6 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	8	+ 0,0 %	0,1	+ 0,0 %	5	+ 5,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	505	+ 5,0 %	4,9	+ 3,6 %	151	+ 6,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	27	+ 0,0 %	0,2	- 10,9 %	9	+ 9,9 %
CC	Bois et papier	133	- 6,3 %	1,9	- 5,2 %	66	+ 2,5 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0	-
CE	Industrie chimique	37	+ 5,7 %	1,4	+ 2,8 %	78	+ 10,2 %
CF	Industrie pharmaceutique	7	+ 0,0 %	1,7	+ 0,8 %	94	+ 2,6 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	91	- 2,2 %	2,4	- 3,8 %	106	+ 5,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	184	- 5,2 %	2,4	- 3,4 %	90	+ 5,2 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	114	- 2,6 %	9,8	- 0,2 %	593	+ 5,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	36	- 2,7 %	1,3	- 5,3 %	65	+ 1,7 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	82	- 1,2 %	1,5	- 4,1 %	70	+ 3,5 %
CL	Fabrication de matériels de transport	29	+ 3,6 %	3,8	- 6,1 %	194	+ 6,3 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	303	- 0,3 %	3,5	- 1,7 %	150	+ 5,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	18	+ 5,9 %	1,7	- 2,4 %	104	- 1,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	115	+ 2,7 %	3,3	- 0,3 %	115	+ 4,0 %
FZ	Construction	4 962	+ 4,7 %	38,5	+ 3,2 %	1 197	+ 11,6 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	6 367	+ 2,7 %	63,0	+ 0,1 %	2 300	+ 8,0 %
HZ	Transports et entreposage	1 531	+ 5,8 %	36,8	+ 4,4 %	1 124	+ 11,7 %
IZ	Hébergement et restauration	2 314	+ 4,5 %	15,6	- 1,3 %	270	+ 11,5 %
JA	Édition et Audiovisuel	249	+ 8,3 %	1,8	+ 0,9 %	97	+ 7,8 %
JB	Télécommunications	62	- 10,1 %	4,5	- 8,2 %	301	- 4,0 %
JC	Activités informatiques	820	+ 6,1 %	8,1	+ 5,2 %	594	+ 11,2 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 178	+ 1,6 %	8,5	- 3,0 %	420	+ 1,5 %
LZ	Activités immobilières	784	+ 0,0 %	3,4	- 0,5 %	121	+ 11,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2 189	+ 5,6 %	21,4	+ 0,3 %	1 065	+ 5,3 %
MB	Recherche et développement	134	+ 2,3 %	14,1	+ 2,0 %	795	+ 2,1 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	463	+ 5,0 %	2,4	- 1,1 %	80	+ 6,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 059	+ 2,3 %	51,3	+ 2,7 %	1 297	+ 7,7 %
OZ	Administration publique	28	+ 7,7 %	2,3	+ 2,0 %	77	+ 2,7 %
PZ	Enseignement	533	+ 8,3 %	4,6	+ 6,9 %	109	+ 14,6 %
QA	Activités pour la santé humaine	942	+ 0,2 %	9,9	+ 2,2 %	332	+ 11,4 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	713	+ 4,9 %	19,1	+ 1,7 %	482	+ 7,2 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 109	+ 16,1 %	5,4	+ 4,5 %	113	+ 25,6 %
SZ	Autres activités de services	1 751	+ 5,2 %	7,0	+ 2,7 %	152	+ 13,6 %
	Industrie	1 689	+ 0,2 %	40,0	- 1,5 %	1 889	+ 5,0 %
	Construction	4 962	+ 4,7 %	38,5	+ 3,2 %	1 197	+ 11,6 %
	Tertiaire	23 226	+ 4,2 %	279,1	+ 1,5 %	9 729	+ 7,5 %
	Dont Tertiaire hors intérim	22 990	+ 4,2 %	266,7	+ 1,3 %	9 411	+ 7,4 %
	Intérim	236	+ 2,6 %	12,4	+ 4,8 %	318	+ 11,1 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2020/2021
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 5,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,7	3,4	+ 27,7 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	+ 4,4 %
CC	Bois et papier	0,3	0,4	+ 26,2 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,3	0,3	- 16,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,4	0,3	- 10,4 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,4	0,5	+ 21,9 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,5	0,5	+ 12,7 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,2	1,8	+ 45,0 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,2	+ 14,9 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,4	+ 31,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,3	0,4	+ 41,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,8	1,1	+ 33,6 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	+ 2,9 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,3	1,4	+ 10,6 %
FZ	Construction	20,0	22,2	+ 11,0 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	31,5	35,5	+ 12,7 %
HZ	Transports et entreposage	19,1	20,7	+ 8,7 %
IZ	Hébergement et restauration	20,4	23,7	+ 16,3 %
JA	Édition et audiovisuel	3,8	6,0	+ 59,4 %
JB	Télécommunications	0,3	0,3	+ 3,4 %
JC	Activités informatiques	2,1	2,8	+ 31,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,8	1,8	- 35,5 %
LZ	Activités immobilières	1,2	1,6	+ 30,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	6,9	8,9	+ 28,8 %
MB	Recherche et développement	2,7	3,1	+ 15,2 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,3	1,4	+ 10,4 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	401,7	429,6	+ 6,9 %
OZ	Administration publique	13,5	15,4	+ 14,3 %
PZ	Enseignement	5,8	7,3	+ 24,6 %
QA	Activités pour la santé humaine	44,0	67,9	+ 54,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	57,2	63,2	+ 10,6 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	33,2	46,4	+ 39,5 %
SZ	Autres activités de services	5,2	6,3	+ 21,1 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 24,9 %
	TOTAL	681,5	775,0	+ 13,7 %
	Industrie	8,9	11,0	+ 23,4 %
	Construction	20,0	22,2	+ 11,0 %
	Tertiaire	652,6	741,9	+ 13,7 %
	Dont Tertiaire hors intérim	302,0	382,4	+ 26,6 %
	Intérim	350,6	359,4	+ 2,5 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 25,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,6	2,0	+ 24,8 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,0	- 28,1 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	+ 17,1 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,2	0,2	- 27,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,2	0,2	- 20,4 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,3	+ 15,4 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,3	0,3	+ 3,5 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,8	1,1	+ 40,0 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	- 5,1 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,2	+ 13,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,1	0,2	+ 73,1 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,5	0,6	+ 38,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	+ 1,9 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,7	0,7	+ 0,2 %
FZ	Construction	12,9	14,4	+ 11,7 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	14,1	16,5	+ 17,3 %
HZ	Transports et entreposage	8,7	11,0	+ 26,5 %
IZ	Hébergement et restauration	7,8	10,0	+ 28,9 %
JA	Édition et audiovisuel	0,3	0,5	+ 40,7 %
JB	Télécommunications	0,2	0,2	-1,6 %
JC	Activités informatiques	1,4	1,9	+ 36,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,9	0,9	-49,8 %
LZ	Activités immobilières	0,6	1,0	+ 59,7 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	3,8	4,3	+ 13,5 %
MB	Recherche et développement	1,0	1,0	+ 7,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,7	0,7	- 1,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	8,4	11,8	+ 40,6 %
OZ	Administration publique	0,6	0,7	+ 14,0 %
PZ	Enseignement	0,7	0,9	+ 32,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	1,9	2,3	+ 21,3 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	3,5	4,3	+ 23,8 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,5	1,6	+ 12,3 %
SZ	Autres activités de services	1,7	2,2	+ 31,3 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 66,7 %
	TOTAL	76,7	92,5	+ 20,6 %
	Industrie	5,2	6,1	+ 18,7 %
	Construction	12,9	14,4	+ 11,7 %
	Tertiaire	58,7	72,0	+ 22,7 %

(en milliers)

Source : Urssaf



Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	396,9
Réduction salariale heures supplémentaires	34,0
Exonération cotisations Covid-19	10,7
Contrat d'apprentissage secteur privé	9,5
Déduction patronale heures supplémentaires	8,7
Aide à domicile	8,7
Jeunes entreprises innovantes	6,6
Exonération sur compte épargne temps	2,3
Contrat d'apprentissage secteur public	1,9
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	1,0
Autres	1,4
TOTAL DES EXONÉRATIONS	481,9



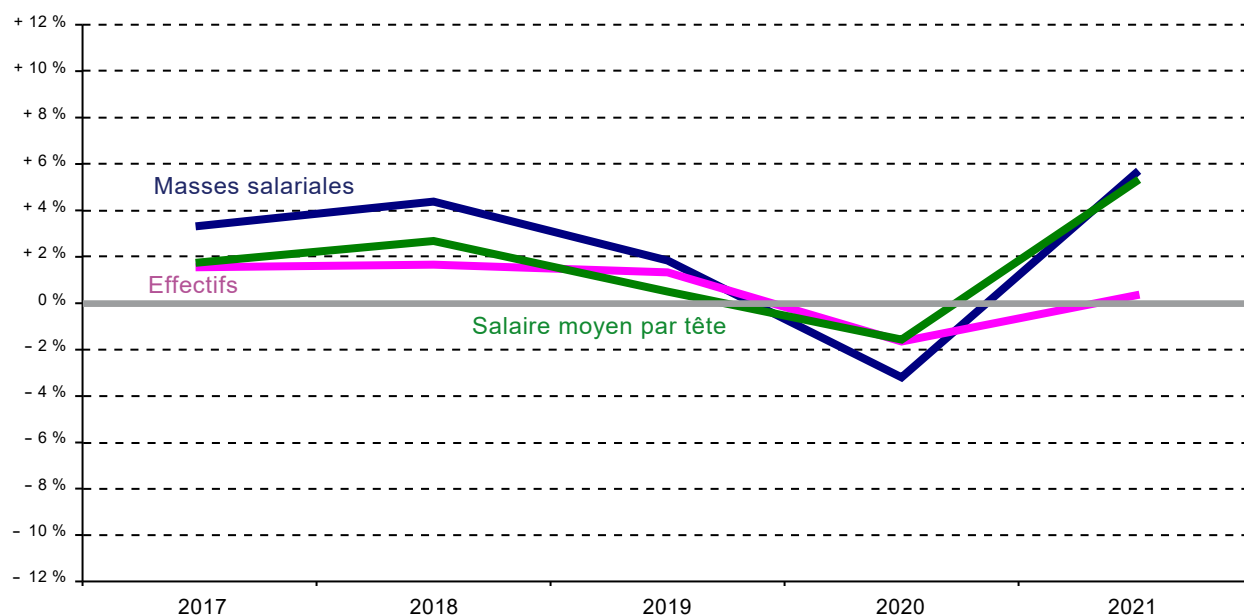
Hauts-de-Seine

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2021	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2021/2016
		2017	2018	2019	2020	2021	
Masse salariale (en millions d'€)	50 540	+ 3,3 %	+ 4,4 %	+ 1,8 %	- 3,2 %	+ 5,6 %	+ 12,3 %
Effectifs salariés (en milliers)	935,0	+ 1,5 %	+ 1,7 %	+ 1,3 %	- 1,6 %	+ 0,3 %	+ 3,2 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	4 504	+ 1,8 %	+ 2,7 %	+ 0,5 %	- 1,6 %	+ 5,2 %	+ 8,8 %
Établissements	51 946	- 0,2 %	+ 1,0 %	+ 1,7 %	+ 0,4 %	+ 3,0 %	+ 6,1 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	11	- 8,3 %	0,2	- 2,2 %	12	- 3,5 %
CA	Industries agro-alimentaires	721	+ 6,2 %	11,1	+ 12,2 %	511	+ 26,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	87	+ 17,6 %	1,0	- 4,2 %	42	+ 1,8 %
CC	Bois et papier	115	- 9,4 %	1,5	- 2,9 %	98	+ 5,7 %
CD	Cokéfaction et raffinage	7	+ 0,0 %	0,5	- 0,6 %	32	+ 8,1 %
CE	Industrie chimique	88	+ 4,8 %	11,7	- 1,4 %	903	+ 1,9 %
CF	Industrie pharmaceutique	41	- 10,9 %	7,9	- 1,1 %	648	+ 0,9 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	86	- 3,4 %	2,5	- 8,0 %	160	- 2,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	64	+ 1,6 %	3,2	+ 1,1 %	188	+ 2,8 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	66	- 8,3 %	7,5	+ 0,4 %	532	+ 3,9 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	43	- 4,4 %	3,2	- 2,8 %	286	+ 1,0 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	47	+ 0,0 %	1,5	- 2,5 %	101	+ 2,5 %
CL	Fabrication de matériels de transport	28	- 9,7 %	12,9	- 1,9 %	962	+ 4,1 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	239	- 1,2 %	4,4	- 1,1 %	245	+ 4,8 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	102	- 4,7 %	17,2	+ 0,2 %	1 162	+ 2,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	108	+ 5,9 %	6,6	- 0,4 %	314	+ 5,3 %
FZ	Construction	3 778	+ 4,7 %	44,1	+ 0,6 %	1 783	+ 4,9 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	8 340	+ 2,4 %	110,5	+ 0,2 %	5 893	+ 6,6 %
HZ	Transports et entreposage	1 573	+ 6,2 %	33,5	- 2,8 %	1 317	+ 2,1 %
IZ	Hébergement et restauration	4 778	+ 3,7 %	39,1	+ 0,6 %	844	+ 18,0 %
JA	Édition et Audiovisuel	1 597	+ 3,5 %	43,0	- 0,2 %	2 799	+ 6,6 %
JB	Télécommunications	224	+ 10,9 %	16,6	+ 14,6 %	1 122	+ 17,2 %
JC	Activités informatiques	3 283	+ 7,5 %	95,5	- 2,7 %	5 747	+ 5,1 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2 694	+ 2,6 %	84,8	- 1,2 %	6 398	+ 2,3 %
LZ	Activités immobilières	1 769	- 0,1 %	14,9	- 2,6 %	695	+ 4,9 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	6 640	+ 5,7 %	138,2	- 0,3 %	9 435	+ 4,1 %
MB	Recherche et développement	115	+ 1,8 %	9,8	- 0,8 %	647	+ 0,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1 406	- 0,2 %	32,7	- 4,5 %	1 832	+ 3,7 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	6 189	- 2,5 %	91,2	+ 7,3 %	3 154	+ 12,4 %
OZ	Administration publique	37	- 11,9 %	3,6	- 2,9 %	139	- 1,5 %
PZ	Enseignement	978	+ 7,4 %	12,6	+ 5,9 %	412	+ 15,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 450	- 1,8 %	20,0	+ 4,5 %	752	+ 12,1 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	1 209	+ 2,0 %	28,4	- 1,5 %	675	+ 7,0 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 251	+ 14,0 %	9,5	+ 1,1 %	324	+ 13,2 %
SZ	Autres activités de services	2 782	+ 3,4 %	14,1	- 1,7 %	376	+ 6,9 %
	Industrie	1 853	+ 1,4 %	93,0	+ 0,3 %	6 195	+ 4,2 %
	Construction	3 778	+ 4,7 %	44,1	+ 0,6 %	1 783	+ 4,9 %
	Tertiaire	46 315	+ 3,0 %	797,9	+ 0,3 %	42 563	+ 5,8 %
	Dont Tertiaire hors intérim	46 081	+ 2,9 %	785,4	- 0,2 %	42 192	+ 5,7 %
	Intérim	234	+ 8,8 %	12,5	+ 44,1 %	371	+ 23,7 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 8,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	5,0	6,8	+ 36,6 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,4	0,4	+ 6,1 %
CC	Bois et papier	0,3	0,3	- 13,4 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,1	+ 62,7 %
CE	Industrie chimique	2,4	3,2	+ 34,1 %
CF	Industrie pharmaceutique	1,0	1,1	+ 12,0 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,4	0,5	+ 2,8 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,4	0,7	+ 85,8 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,9	1,2	+ 33,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,4	0,5	+ 22,1 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,2	+ 10,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	1,1	1,5	+ 37,3 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,9	1,2	+ 25,3 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	2,4	2,4	- 1,1 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,2	1,7	+ 36,3 %
FZ	Construction	18,0	19,9	+ 10,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	46,4	54,7	+ 18,0 %
HZ	Transports et entreposage	20,4	23,9	+ 17,4 %
IZ	Hébergement et restauration	49,9	69,6	+ 39,6 %
JA	Édition et audiovisuel	334,8	391,3	+ 16,9 %
JB	Télécommunications	2,6	3,5	+ 33,5 %
JC	Activités informatiques	24,9	33,8	+ 35,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	16,7	21,6	+ 29,1 %
LZ	Activités immobilières	5,6	6,4	+ 14,1 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	45,0	63,0	+ 39,9 %
MB	Recherche et développement	1,6	1,7	+ 7,7 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	135,6	180,2	+ 32,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	319,3	469,0	+ 46,9 %
OZ	Administration publique	9,6	10,9	+ 12,9 %
PZ	Enseignement	15,8	20,5	+ 29,8 %
QA	Activités pour la santé humaine	64,4	76,7	+ 19,1 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	86,0	102,1	+ 18,7 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	49,2	66,1	+ 34,4 %
SZ	Autres activités de services	9,1	10,9	+ 19,0 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 66,8 %
	TOTAL	1 272,2	1 647,6	+ 29,5 %
	Industrie	17,2	21,8	+ 26,7 %
	Construction	18,0	19,9	+ 10,8 %
	Tertiaire	1 237,0	1 605,9	+ 29,8 %
	Dont Tertiaire hors intérim	1 013,7	1 262,3	+ 24,5 %
	Intérim	223,3	343,6	+ 53,9 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	-33,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	3,0	3,9	+ 32,5 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	+ 74,7 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	- 4,3 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	+ 69,6 %
CE	Industrie chimique	1,3	1,6	+ 26,5 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,7	0,8	+ 15,6 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,2	- 4,2 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,3	0,5	+ 90,4 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,6	0,8	+ 30,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,3	0,3	+ 13,0 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,1	0,1	- 2,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,7	1,0	+ 47,3 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,5	0,8	+ 48,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	1,4	1,4	- 1,6 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,7	0,9	+ 28,0 %
FZ	Construction	11,5	12,8	+ 10,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	20,5	25,8	+ 25,4 %
HZ	Transports et entreposage	9,3	14,2	+ 52,7 %
IZ	Hébergement et restauration	14,8	21,3	+ 44,0 %
JA	Édition et audiovisuel	5,9	5,9	-0,3 %
JB	Télécommunications	1,8	2,3	+ 27,7 %
JC	Activités informatiques	19,6	27,3	+ 38,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	8,2	11,0	+ 35,1 %
LZ	Activités immobilières	2,7	3,2	+ 18,1 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	26,9	36,2	+ 34,4 %
MB	Recherche et développement	1,0	1,0	+ 7,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	4,5	6,3	+ 40,5 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	16,6	21,0	+ 26,0 %
OZ	Administration publique	0,8	0,7	- 7,8 %
PZ	Enseignement	2,2	3,0	+ 36,3 %
QA	Activités pour la santé humaine	4,5	5,1	+ 13,6 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	8,1	9,9	+ 21,9 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,3	1,7	+ 34,9 %
SZ	Autres activités de services	3,6	3,9	+ 9,4 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	-
	TOTAL	173,8	225,2	+ 29,6 %
	Industrie	10,0	12,7	+ 26,6 %
	Construction	11,5	12,8	+ 10,8 %
	Tertiaire	152,3	199,8	+ 31,2 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	594,4
Réduction salariale heures supplémentaires	58,1
Exonération cotisations Covid-19	30,9
Contrat d'apprentissage secteur privé	29,4
Jeunes entreprises innovantes	18,2
Exonération sur compte épargne temps	15,2
Déduction patronale heures supplémentaires	12,5
Aide à domicile	9,7
Exonération abondement forfait social	6,7
Exonérations armement maritime	6,1
Autres	5,0
TOTAL DES EXONÉRATIONS	786,3

Source : Urssaf



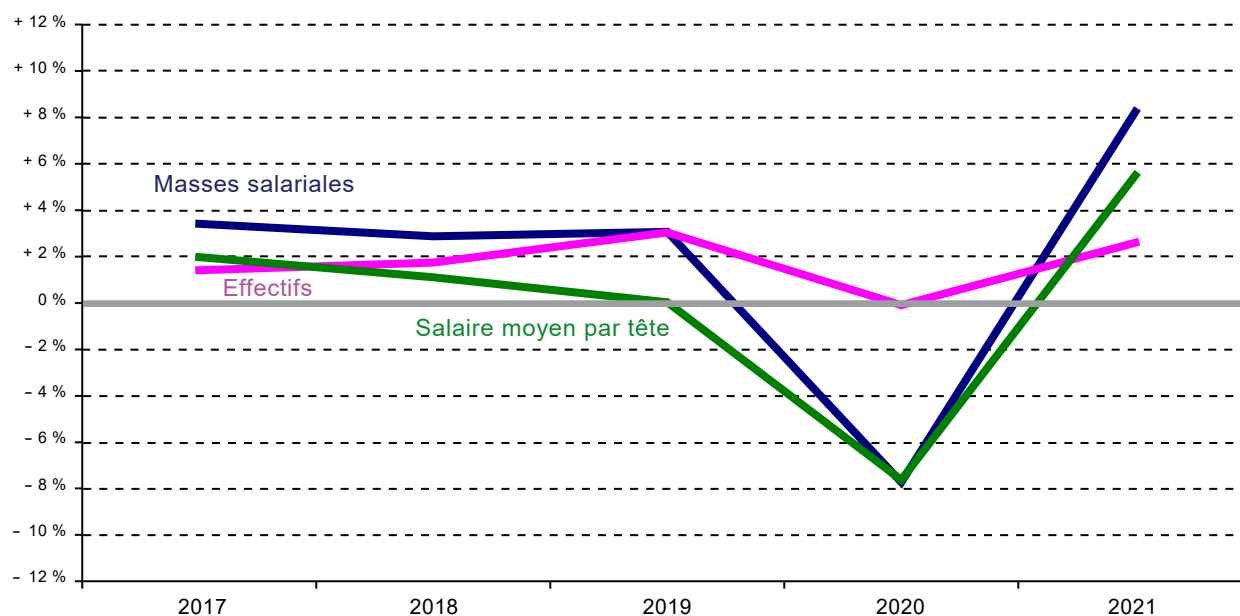
Seine-Saint-Denis

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2021	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2021/2016
		2017	2018	2019	2020	2021	
Masse salariale (en millions d'€)	17 958	+ 3,4 %	+ 2,9 %	+ 3,1 %	- 7,7 %	+ 8,2 %	+ 9,5 %
Effectifs salariés (en milliers)	513,0	+ 1,4 %	+ 1,7 %	+ 3,0 %	- 0,1 %	+ 2,6 %	+ 9,0 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 917	+ 2,0 %	+ 1,1 %	+ 0,0 %	- 7,6 %	+ 5,5 %	+ 0,5 %
Établissements	43 182	- 1,0 %	+ 0,6 %	+ 4,7 %	+ 1,1 %	+ 4,6 %	+ 10,2 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	2	+ 0,0 %	0,0	- 2,0 %	2	+ 7,6 %
CA	Industries agro-alimentaires	714	+ 5,3 %	5,6	+ 7,2 %	130	+ 19,6 %
CB	Habillement, textile et cuir	265	+ 7,3 %	3,8	- 0,4 %	122	+ 0,8 %
CC	Bois et papier	140	- 1,4 %	1,7	- 7,2 %	67	- 1,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	1	+ 0,0 %	0,2	+ 2,4 %	13	+ 13,1 %
CE	Industrie chimique	36	- 2,7 %	2,1	- 1,0 %	121	+ 3,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	5	+ 25,0 %	0,5	- 0,9 %	23	- 0,0 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	77	+ 0,0 %	1,3	- 2,1 %	62	+ 6,9 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	158	+ 0,6 %	2,4	- 2,5 %	106	+ 10,1 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	32	- 3,0 %	0,4	- 2,2 %	18	+ 1,2 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	42	+ 5,0 %	1,1	- 5,2 %	57	+ 3,6 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	54	- 5,3 %	1,6	- 6,0 %	75	+ 0,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	21	+ 10,5 %	4,0	- 2,9 %	288	+ 2,9 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	277	- 1,4 %	3,3	+ 0,2 %	138	+ 5,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	56	- 5,1 %	9,1	- 1,1 %	623	+ 0,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	145	- 0,7 %	4,8	+ 12,6 %	183	+ 19,0 %
FZ	Construction	8 724	+ 5,9 %	58,7	+ 5,8 %	1 453	+ 15,1 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	9 412	+ 3,1 %	78,1	+ 1,0 %	2 713	+ 8,5 %
HZ	Transports et entreposage	3 161	+ 4,9 %	88,6	+ 2,1 %	3 442	+ 5,2 %
IZ	Hébergement et restauration	3 751	+ 4,7 %	24,3	+ 2,1 %	391	+ 19,6 %
JA	Édition et Audiovisuel	610	+ 10,1 %	6,2	+ 8,2 %	332	+ 15,6 %
JB	Télécommunications	212	+ 0,0 %	5,1	+ 1,7 %	265	+ 3,9 %
JC	Activités informatiques	936	+ 10,6 %	12,2	- 1,4 %	642	+ 3,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 156	+ 1,5 %	24,8	+ 2,9 %	1 419	+ 7,1 %
LZ	Activités immobilières	914	+ 0,2 %	6,5	+ 0,4 %	221	+ 9,2 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2 143	+ 6,1 %	20,7	+ 2,4 %	1 097	+ 8,5 %
MB	Recherche et développement	30	- 3,2 %	1,6	+ 0,5 %	105	+ 8,2 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	609	+ 7,2 %	5,2	- 1,9 %	214	+ 4,3 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	3 394	+ 1,6 %	74,0	+ 3,6 %	1 729	+ 10,5 %
OZ	Administration publique	58	- 6,5 %	7,5	- 2,5 %	319	- 0,4 %
PZ	Enseignement	703	+ 8,8 %	6,7	+ 6,2 %	195	+ 8,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 097	+ 0,4 %	11,9	+ 6,3 %	427	+ 18,0 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	790	+ 4,5 %	20,5	+ 3,1 %	489	+ 8,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 248	+ 16,9 %	6,3	+ 7,4 %	181	+ 22,1 %
SZ	Autres activités de services	2 209	+ 5,1 %	12,0	+ 3,8 %	294	+ 12,1 %
	Industrie	2 025	+ 2,3 %	42,0	+ 0,6 %	2 029	+ 4,8 %
	Construction	8 724	+ 5,9 %	58,7	+ 5,8 %	1 453	+ 15,1 %
	Tertiaire	32 433	+ 4,4 %	412,3	+ 2,4 %	14 476	+ 8,1 %
	Dont Tertiaire hors intérim	32 200	+ 4,3 %	402,4	+ 1,9 %	14 192	+ 7,7 %
	Intérim	233	+ 14,2 %	9,9	+ 28,5 %	284	+ 32,8 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+400,2 %
CA	Industries agro-alimentaires	5,3	7,6	+ 44,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	3,7	3,2	- 15,1 %
CC	Bois et papier	1,3	1,1	- 17,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	+ 13,0 %
CE	Industrie chimique	0,4	0,5	+ 27,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	- 10,9 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,3	+ 3,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,5	0,6	+ 19,4 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,1	0,1	+ 38,9 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,6	0,3	- 52,2 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,4	+ 22,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,6	0,7	+ 15,9 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,4	1,3	- 6,8 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,8	0,9	+ 11,6 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,2	1,7	+ 42,5 %
FZ	Construction	64,7	65,5	+ 1,3 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	41,7	48,5	+ 16,3 %
HZ	Transports et entreposage	34,2	46,3	+ 35,6 %
IZ	Hébergement et restauration	32,4	41,0	+ 26,5 %
JA	Édition et audiovisuel	90,8	89,5	- 1,4 %
JB	Télécommunications	1,5	1,6	+ 4,3 %
JC	Activités informatiques	3,5	4,1	+ 16,8 %
KZ	Activités financières et d'assurance	4,2	4,6	+ 11,6 %
LZ	Activités immobilières	3,0	3,6	+ 18,7 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	8,7	9,6	+ 10,3 %
MB	Recherche et développement	0,4	0,4	- 6,2 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	4,3	3,9	- 10,7 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	423,7	639,5	+ 50,9 %
OZ	Administration publique	9,9	11,2	+ 13,0 %
PZ	Enseignement	10,4	12,4	+ 18,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	61,0	75,6	+ 24,0 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	47,2	52,1	+ 10,3 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	43,5	56,4	+ 29,7 %
SZ	Autres activités de services	7,6	9,1	+ 19,8 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+105,7 %
	TOTAL	909,2	1 193,4	+ 31,3 %
	Industrie	16,4	18,6	+ 12,8 %
	Construction	64,7	65,5	+ 1,3 %
	Tertiaire	828,1	1 109,3	+ 34,0 %
	Dont Tertiaire hors intérim	504,6	597,1	+ 18,3 %
	intérim	323,4	512,1	+ 58,3 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	-
CA	Industries agro-alimentaires	2,2	2,8	+ 26,8 %
CB	Habillement, textile et cuir	3,0	2,5	- 19,0 %
CC	Bois et papier	0,1	0,2	+ 14,4 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	+ 20,0 %
CE	Industrie chimique	0,1	0,2	+ 32,1 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,0	- 46,9 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,1	0,1	+ 16,1 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,3	0,4	+ 28,8 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,0	0,1	+ 35,6 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,5	0,2	- 60,8 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,2	+ 58,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,5	0,5	+ 8,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,7	0,7	+ 6,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,4	0,5	+ 7,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,8	1,2	+ 52,0 %
FZ	Construction	46,3	47,7	+ 3,0 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	20,0	23,8	+ 18,9 %
HZ	Transports et entreposage	18,9	24,5	+ 29,5 %
IZ	Hébergement et restauration	11,6	15,6	+ 35,3 %
JA	Édition et audiovisuel	1,2	1,5	+ 28,9 %
JB	Télécommunications	1,1	1,1	- 0,9 %
JC	Activités informatiques	2,4	2,8	+ 19,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,2	2,4	+ 6,9 %
LZ	Activités immobilières	1,1	1,2	+ 10,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	5,5	6,1	+ 11,5 %
MB	Recherche et développement	0,2	0,2	- 11,2 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,4	1,5	+ 9,3 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	18,6	22,6	+ 21,8 %
OZ	Administration publique	1,3	1,0	-18,7 %
PZ	Enseignement	1,3	1,8	+ 40,1 %
QA	Activités pour la santé humaine	3,4	3,9	+ 14,4 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	3,7	4,6	+ 25,0 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,1	1,5	+ 37,2 %
SZ	Autres activités de services	2,8	3,4	+ 18,6 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+244,4 %
	TOTAL	153,0	176,8	+ 15,6 %
	Industrie	9,0	9,5	+ 5,5 %
	Construction	46,3	47,7	+ 3,0 %
	Tertiaire	97,6	119,6	+ 22,5 %

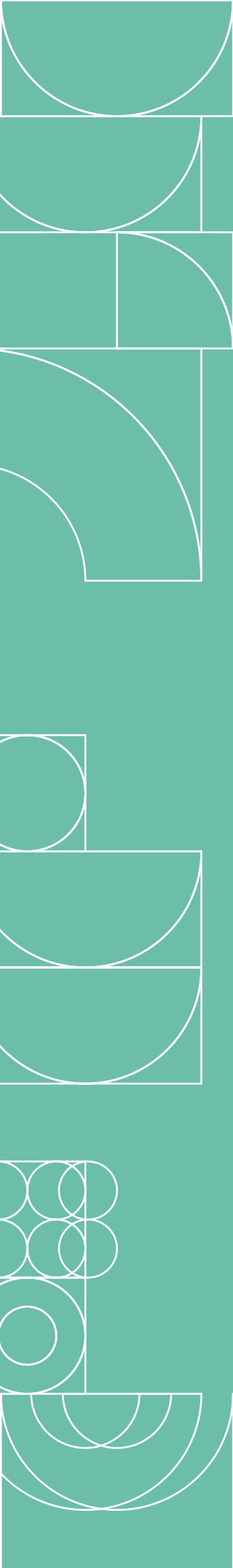
(en milliers)

Source : Urssaf

Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	613,2
Réduction salariale heures supplémentaires	37,6
Exonération cotisations Covid-19	19,8
Contrat d'apprentissage secteur privé	12,2
Déduction patronale heures supplémentaires	10,7
Aide à domicile	7,6
Jeunes entreprises innovantes	5,6
Contrat d'apprentissage secteur public	3,3
Exonération sur compte épargne temps	3,2
Exonération abondement forfait social	1,2
Autres	3,5
TOTAL DES EXONÉRATIONS	717,8

Source : Urssaf



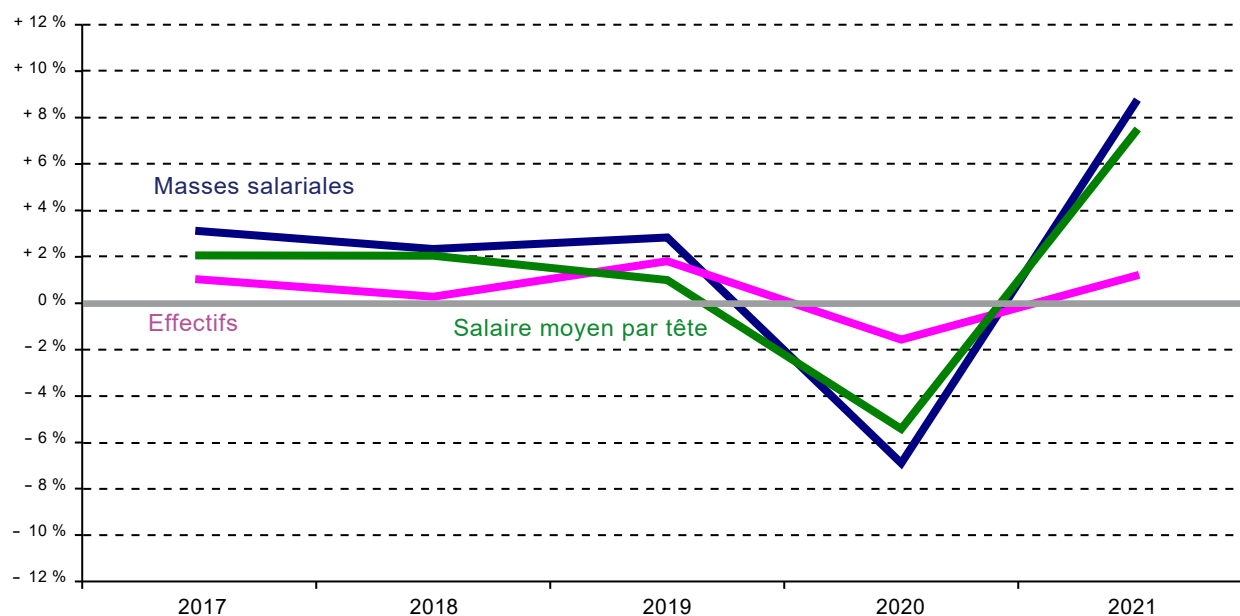
Val-de-Marne

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2021	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2021/2016
		2017	2018	2019	2020	2021	
Masse salariale (en millions d'€)	14 492	+ 3,1 %	+ 2,3 %	+ 2,8 %	- 6,9 %	+ 8,6 %	+ 9,7 %
Effectifs salariés (en milliers)	400,8	+ 1,0 %	+ 0,3 %	+ 1,8 %	- 1,6 %	+ 1,2 %	+ 2,7 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	3 013	+ 2,1 %	+ 2,1 %	+ 1,0 %	- 5,4 %	+ 7,4 %	+ 6,8 %
Établissements	35 877	- 1,0 %	+ 0,5 %	+ 2,2 %	+ 1,2 %	+ 3,4 %	+ 6,4 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	6	- 14,3 %	0,1	- 0,9 %	5	+ 8,9 %
CA	Industries agro-alimentaires	633	+ 3,9 %	6,6	+ 3,1 %	218	+ 8,8 %
CB	Habillement, textile et cuir	59	+ 9,3 %	0,2	- 5,0 %	6	+ 1,4 %
CC	Bois et papier	96	- 4,0 %	1,0	- 7,9 %	40	+ 3,1 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0	-
CE	Industrie chimique	29	+ 7,4 %	1,3	+ 3,4 %	68	+ 6,8 %
CF	Industrie pharmaceutique	14	+ 16,7 %	2,8	+ 7,5 %	141	+ 15,6 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	74	- 2,6 %	2,0	- 9,9 %	117	+ 37,8 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	110	- 2,7 %	1,5	- 4,2 %	57	+ 4,5 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	52	+ 0,0 %	3,1	+ 0,7 %	188	+ 4,1 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	25	- 10,7 %	0,6	- 7,0 %	25	- 6,1 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	44	- 4,3 %	1,5	- 4,0 %	81	+ 1,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	10	- 16,7 %	1,0	- 4,5 %	52	+ 6,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	305	- 0,3 %	4,9	+ 1,0 %	281	+ 11,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	29	- 3,3 %	1,1	- 3,7 %	46	- 0,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	102	+ 2,0 %	3,4	- 0,7 %	113	+ 4,6 %
FZ	Construction	5 296	+ 3,1 %	43,6	+ 2,2 %	1 325	+ 10,7 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	7 147	+ 3,1 %	77,3	- 0,0 %	3 013	+ 6,8 %
HZ	Transports et entreposage	1 870	+ 7,2 %	41,8	- 0,1 %	1 511	+ 8,4 %
IZ	Hébergement et restauration	3 161	+ 3,8 %	21,9	+ 1,9 %	382	+ 18,8 %
JA	Édition et Audiovisuel	403	+ 7,2 %	4,1	+ 3,1 %	217	+ 9,4 %
JB	Télécommunications	102	- 1,0 %	2,4	+ 1,3 %	114	+ 9,1 %
JC	Activités informatiques	1 178	+ 8,0 %	10,2	+ 6,1 %	529	+ 13,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 353	+ 3,0 %	23,4	- 1,7 %	1 315	+ 1,6 %
LZ	Activités immobilières	1 040	- 2,1 %	5,9	- 0,6 %	224	+ 8,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2 696	+ 4,8 %	22,7	+ 2,3 %	1 274	+ 8,7 %
MB	Recherche et développement	66	+ 3,1 %	1,9	- 0,8 %	116	- 7,6 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	581	+ 1,2 %	3,7	+ 0,2 %	123	+ 9,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	3 476	- 1,6 %	52,2	+ 1,1 %	1 300	+ 9,8 %
OZ	Administration publique	36	+ 0,0 %	3,7	+ 1,2 %	132	+ 2,1 %
PZ	Enseignement	648	+ 8,5 %	7,7	+ 6,5 %	205	+ 15,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 186	+ 0,0 %	12,9	+ 6,7 %	482	+ 19,6 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	795	+ 4,6 %	19,1	+ 2,3 %	452	+ 8,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 195	+ 14,6 %	6,5	+ 2,7 %	129	+ 20,3 %
SZ	Autres activités de services	2 060	+ 4,3 %	9,0	+ 2,0 %	212	+ 12,6 %
	Industrie	1 588	+ 1,0 %	31,1	- 0,3 %	1 437	+ 9,1 %
	Construction	5 296	+ 3,1 %	43,6	+ 2,2 %	1 325	+ 10,7 %
	Tertiaire	28 993	+ 3,5 %	326,2	+ 1,2 %	11 729	+ 8,4 %
	Dont Tertiaire hors intérim	28 796	+ 3,5 %	319,4	+ 0,9 %	11 535	+ 8,2 %
	Intérim	197	+ 7,1 %	6,8	+ 15,3 %	194	+ 20,4 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 86,9 %
CA	Industries agro-alimentaires	3,3	4,3	+ 30,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,2	+ 57,8 %
CC	Bois et papier	0,3	0,3	+ 25,5 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,3	0,4	+ 39,8 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,5	0,6	+ 8,9 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	- 6,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,5	0,5	- 3,1 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,4	0,5	+ 8,6 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	+ 11,6 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,3	+ 59,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,2	0,2	+ 16,7 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,1	1,4	+ 33,9 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	- 2,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,0	1,3	+ 26,9 %
FZ	Construction	25,8	25,9	+ 0,5 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	36,3	43,0	+ 18,4 %
HZ	Transports et entreposage	18,3	19,9	+ 8,6 %
IZ	Hébergement et restauration	22,9	34,6	+ 51,3 %
JA	Édition et audiovisuel	11,3	12,8	+ 12,9 %
JB	Télécommunications	0,4	0,4	- 1,6 %
JC	Activités informatiques	2,9	4,4	+ 49,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	4,0	4,1	+ 2,5 %
LZ	Activités immobilières	1,9	2,1	+ 10,3 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	12,7	18,3	+ 44,0 %
MB	Recherche et développement	0,6	0,7	+ 8,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	5,3	9,3	+ 75,4 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	255,4	293,9	+ 15,1 %
OZ	Administration publique	9,1	11,2	+ 23,2 %
PZ	Enseignement	8,3	10,8	+ 28,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	49,0	57,0	+ 16,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	68,0	84,0	+ 23,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	34,5	51,1	+ 47,9 %
SZ	Autres activités de services	5,9	6,8	+ 14,7 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 5,8 %
	TOTAL	581,2	700,6	+ 20,5 %
	Industrie	8,3	10,4	+ 24,9 %
	Construction	25,8	25,9	+ 0,5 %
	Tertiaire	547,1	664,3	+ 21,4 %
	Dont Tertiaire hors intérim	405,0	504,7	+ 24,6 %
	Intérim	142,1	159,6	+ 12,3 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 87,5 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,0	2,4	+ 22,3 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,1	+ 18,2 %
CC	Bois et papier	0,1	0,1	- 24,5 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,1	0,1	+ 51,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,2	0,3	+ 18,3 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,1	- 41,7 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,3	0,3	- 6,6 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,3	0,3	+ 9,3 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	+ 5,7 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,2	+ 42,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,1	0,2	+ 36,8 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,6	0,7	+ 17,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz,,,	0,1	0,1	- 21,1 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,4	0,5	+ 41,5 %
FZ	Construction	16,9	17,1	+ 1,0 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	15,5	19,3	+ 24,3 %
HZ	Transports et entreposage	11,6	13,8	+ 18,9 %
IZ	Hébergement et restauration	10,0	13,4	+ 33,5 %
JA	Édition et audiovisuel	0,7	1,1	+ 48,5 %
JB	Télécommunications	0,3	0,3	+ 0,7 %
JC	Activités informatiques	2,2	3,3	+ 48,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,8	1,9	+ 6,9 %
LZ	Activités immobilières	1,0	1,2	+ 15,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	4,8	6,1	+ 27,8 %
MB	Recherche et développement	0,2	0,2	+ 9,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,8	1,0	+ 22,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	12,1	14,9	+ 23,3 %
OZ	Administration publique	0,8	0,9	+ 8,1 %
PZ	Enseignement	1,2	2,1	+ 78,4 %
QA	Activités pour la santé humaine	3,0	3,2	+ 5,8 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,0	4,7	+ 16,3 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,1	1,6	+ 44,1 %
SZ	Autres activités de services	2,5	3,1	+ 22,4 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 20,0 %
	TOTAL	95,2	114,5	+ 20,2 %
	Industrie	4,6	5,4	+ 17,2 %
	Construction	16,9	17,1	+ 1,0 %
	Tertiaire	73,7	92,0	+ 24,8 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	428,0
Réduction salariale heures supplémentaires	38,2
Exonération cotisations Covid-19	14,4
Déduction patronale heures supplémentaires	10,7
Contrat d'apprentissage secteur privé	10,6
Jeunes entreprises innovantes	9,8
Aide à domicile	8,1
Maîtres et documentalistes enseignants privé	3,8
Contrat d'apprentissage secteur public	2,3
Exonération sur compte épargne temps	1,8
Autres	3,4
TOTAL DES EXONÉRATIONS	531,0

Source : Urssaf



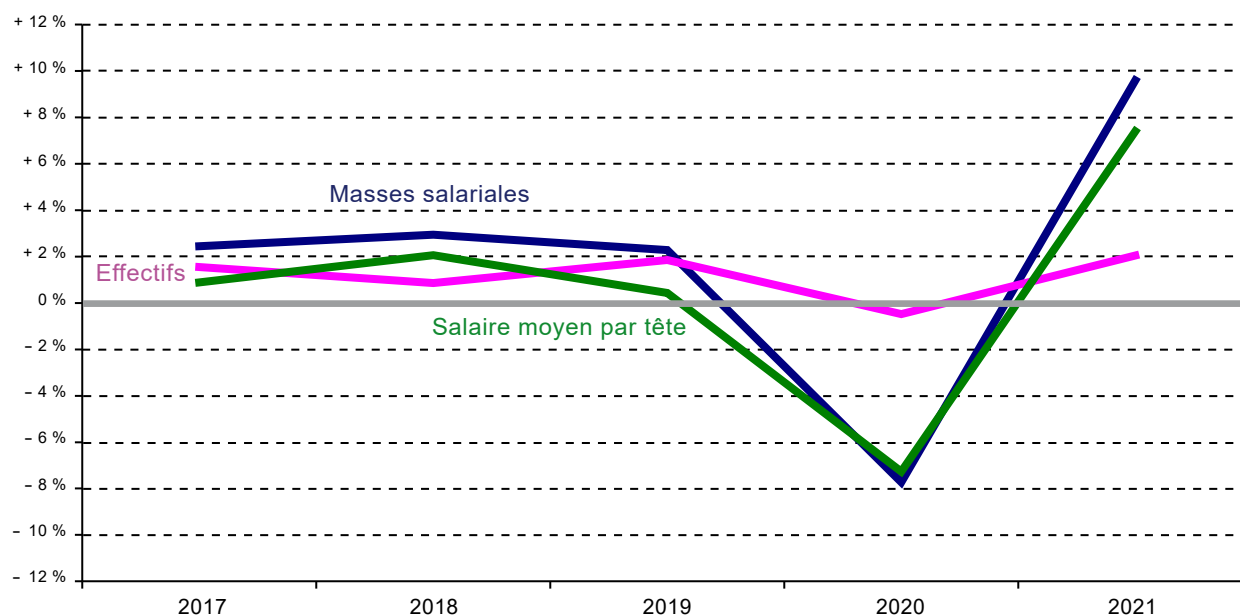
Val-d'Oise

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2021	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2021/2016
		2017	2018	2019	2020	2021	
Masse salariale (en millions d'€)	9 412	+ 2,5 %	+ 2,9 %	+ 2,3 %	- 7,7 %	+ 9,6 %	+ 9,1 %
Effectifs salariés (en milliers)	302,1	+ 1,6 %	+ 0,9 %	+ 1,8 %	- 0,5 %	+ 2,0 %	+ 5,9 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 596	+ 0,9 %	+ 2,1 %	+ 0,4 %	- 7,3 %	+ 7,4 %	+ 3,0 %
Établissements	29 191	+ 0,1 %	+ 1,1 %	+ 3,2 %	+ 2,3 %	+ 4,1 %	+ 11,2 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	9	+ 0,0 %	0,1	+ 6,5 %	5	+ 8,4 %
CA	Industries agro-alimentaires	470	+ 0,9 %	3,4	+ 6,6 %	81	+ 16,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	44	+ 7,3 %	0,8	- 2,2 %	32	+ 10,2 %
CC	Bois et papier	122	- 6,2 %	1,2	- 6,0 %	42	+ 2,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	1	+ 0,0 %	0,2	- 12,9 %	14	- 33,1 %
CE	Industrie chimique	45	- 15,1 %	3,1	- 7,3 %	138	- 2,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	6	+ 0,0 %	0,4	+ 1,7 %	17	+ 7,5 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	80	- 2,4 %	2,3	- 4,6 %	127	+ 7,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	248	- 2,7 %	3,1	- 10,2 %	117	- 3,5 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	52	- 1,9 %	2,5	- 3,5 %	141	+ 3,1 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	39	- 7,1 %	1,3	- 1,6 %	70	+ 8,9 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	69	+ 0,0 %	1,4	- 5,4 %	68	+ 1,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	35	+ 0,0 %	3,3	- 4,8 %	166	+ 0,8 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	330	+ 0,6 %	5,3	- 1,1 %	229	+ 3,6 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	21	+ 5,0 %	1,3	- 1,4 %	55	+ 2,9 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	114	+ 0,0 %	2,5	+ 1,9 %	80	+ 9,4 %
FZ	Construction	5 225	+ 3,6 %	35,1	+ 5,0 %	952	+ 13,9 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	6 208	+ 3,8 %	56,8	+ 1,3 %	1 996	+ 10,7 %
HZ	Transports et entreposage	1 914	+ 7,8 %	38,0	+ 3,0 %	1 221	+ 8,9 %
IZ	Hébergement et restauration	2 302	+ 2,4 %	18,3	+ 0,2 %	316	+ 13,0 %
JA	Édition et Audiovisuel	168	+ 22,6 %	0,6	- 5,3 %	24	- 2,5 %
JB	Télécommunications	132	+ 3,9 %	1,5	+ 3,3 %	43	+ 5,1 %
JC	Activités informatiques	798	+ 9,8 %	7,1	+ 2,6 %	390	+ 7,5 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 013	+ 1,8 %	6,3	+ 1,2 %	293	+ 2,7 %
LZ	Activités immobilières	751	+ 4,3 %	3,5	+ 5,9 %	120	+ 20,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	1 981	+ 5,9 %	11,0	+ 3,3 %	485	+ 11,6 %
MB	Recherche et développement	14	- 6,7 %	0,2	+ 0,3 %	13	+ 16,5 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	388	+ 1,3 %	2,4	- 8,2 %	87	+ 2,1 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 010	+ 1,2 %	43,8	+ 2,5 %	915	+ 12,7 %
OZ	Administration publique	26	- 7,1 %	2,5	+ 4,8 %	82	+ 5,0 %
PZ	Enseignement	569	+ 9,8 %	6,0	+ 5,6 %	170	+ 11,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	855	+ 3,4 %	8,4	+ 8,6 %	287	+ 18,1 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	652	+ 4,8 %	17,0	+ 2,0 %	408	+ 7,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	871	+ 12,1 %	4,1	+ 3,7 %	88	+ 22,9 %
SZ	Autres activités de services	1 629	+ 4,6 %	7,0	+ 3,1 %	140	+ 13,2 %
	Industrie	1 685	- 1,1 %	32,3	- 3,0 %	1 382	+ 2,9 %
	Construction	5 225	+ 3,6 %	35,1	+ 5,0 %	952	+ 13,9 %
	Tertiaire	22 281	+ 4,6 %	234,7	+ 2,3 %	7 078	+ 10,4 %
	Dont Tertiaire hors intérim	22 069	+ 4,6 %	225,7	+ 1,6 %	6 853	+ 10,0 %
	Intérim	212	+ 2,9 %	9,0	+ 23,7 %	225	+ 26,7 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 36,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,9	3,6	+ 22,4 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,2	0,2	- 0,4 %
CC	Bois et papier	0,3	0,3	+ 7,1 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	- 10,3 %
CE	Industrie chimique	0,4	0,5	+ 26,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,1	+137,0 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	+ 11,7 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,6	0,6	+ 6,0 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,2	0,4	+ 94,4 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,3	+ 53,8 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,3	+ 19,3 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,3	0,5	+ 42,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,2	1,4	+ 17,2 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	- 0,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,8	0,8	- 0,1 %
FZ	Construction	27,6	30,3	+ 9,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	32,1	35,6	+ 11,0 %
HZ	Transports et entreposage	18,8	26,1	+ 38,3 %
IZ	Hébergement et restauration	27,3	37,0	+ 35,6 %
JA	Édition et audiovisuel	1,6	1,9	+ 18,0 %
JB	Télécommunications	0,8	0,8	+ 8,2 %
JC	Activités informatiques	1,7	2,3	+ 36,5 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,3	1,5	+ 18,8 %
LZ	Activités immobilières	1,5	1,7	+ 13,7 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	3,9	5,2	+ 33,9 %
MB	Recherche et développement	0,1	0,1	+ 48,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,9	2,3	+ 21,4 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	273,6	361,8	+ 32,2 %
OZ	Administration publique	13,2	15,2	+ 15,0 %
PZ	Enseignement	5,7	7,4	+ 28,4 %
QA	Activités pour la santé humaine	42,8	48,8	+ 13,9 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	56,0	63,5	+ 13,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	21,4	34,9	+ 63,6 %
SZ	Autres activités de services	4,8	7,9	+ 63,8 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 5,0 %
	TOTAL	543,8	693,6	+ 27,6 %
	Industrie	7,9	9,5	+ 20,3 %
	Construction	27,6	30,3	+ 9,8 %
	Tertiaire	508,3	653,9	+ 28,6 %
	Dont Tertiaire hors intérim	276,0	340,2	+ 23,3 %
	Intérim	232,3	313,7	+ 35,0 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2020	2021	Évolution 2021/2020
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 30,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,6	1,9	+ 24,3 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,2	0,1	- 28,6 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	- 2,3 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	- 46,2 %
CE	Industrie chimique	0,2	0,3	+ 25,2 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,1	+165,4 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,2	- 9,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,3	0,3	- 15,4 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,1	0,3	+131,4 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,2	+ 64,9 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,1	0,1	+ 14,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,2	0,2	+ 20,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,7	0,8	+ 4,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	- 8,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,5	0,4	- 14,7 %
FZ	Construction	18,9	20,8	+ 10,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	12,4	14,9	+ 20,2 %
HZ	Transports et entreposage	8,5	13,0	+ 53,1 %
IZ	Hébergement et restauration	7,9	10,2	+ 29,4 %
JA	Édition et audiovisuel	0,1	0,1	+ 20,8 %
JB	Télécommunications	0,4	0,5	+ 2,2 %
JC	Activités informatiques	1,2	1,5	+ 32,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	0,7	0,8	+ 13,2 %
LZ	Activités immobilières	0,7	0,8	+ 27,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2,5	3,2	+ 29,3 %
MB	Recherche et développement	0,0	0,1	+ 45,7 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,8	0,8	- 1,0 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	10,0	10,8	+ 7,6 %
OZ	Administration publique	0,6	0,7	+ 12,5 %
PZ	Enseignement	0,8	0,9	+ 23,6 %
QA	Activités pour la santé humaine	3,1	3,2	+ 2,8 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	3,2	4,1	+ 27,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	0,5	0,8	+ 55,6 %
SZ	Autres activités de services	1,7	2,3	+ 30,5 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 0,0 %
	TOTAL	78,6	94,8	+ 20,5 %
	Industrie	4,5	5,1	+ 13,3 %
	Construction	18,9	20,8	+ 10,4 %
	Tertiaire	55,3	68,8	+ 24,6 %

(en milliers)

Source : Urssaf



Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	394,9
Réduction salariale heures supplémentaires	30,3
Exonération cotisations Covid-19	10,8
Déduction patronale heures supplémentaires	9,0
Contrat d'apprentissage secteur privé	7,8
Aide à domicile	6,3
Contrat d'apprentissage secteur public	1,2
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	0,8
Jeunes entreprises innovantes	0,7
Exonération sur compte épargne temps	0,6
Autres	1,6
TOTAL DES EXONÉRATIONS	464,1

Nos publications statistiques

L'Urssaf Île-de-France publie tout au long de l'année des données statistiques détaillées et mises à jour.

Ces parutions sont consultables sur le site « partenaires » : <https://urstart-idf.fr/> en rubrique « Publications statistiques ».

Nouvelle progression de l'emploi en Île-de-France au 1^{er} trimestre.

Au 1^{er} trimestre⁽¹⁾, l'emploi salarié privé en Île-de-France progresse de 0,4 % sur un trimestre. Cette hausse intervient dans un contexte économique contrasté : la situation sanitaire s'améliore et le pass vaccinal n'est plus requis dans la plupart des intérieurs mais la situation géopolitique se révèle incertaine avec le déclenchement de la guerre en Ukraine. L'emploi est en forte hausse sur un an (+3,1 %) et la région atteint ainsi un nouveau nombre de salariés record. Cette progression de l'emploi est à mettre au crédit des moteurs traditionnels de l'Île-de-France : les activités informatiques et les activités de conseil.

CHIFFRES CLÉS

0,4 % de hausse trimestrielle de l'emploi privé en Île-de-France.

143 900 emplois créés sur un an dans la région.

Un 1^{er} trimestre bien orienté

Près de 21 700 emplois ont été créés durant ces trois mois (+ 0,4 % par rapport au trimestre précédent). Grâce à un contexte sanitaire plus favorable qu'au 4^e trimestre 2021, de nombreux secteurs ont pu finir leur rattrapage. En conséquence, l'emploi francilien signe un quatrième trimestre consécutif de rebond et atteint un nouveau niveau d'emploi record. De plus contrairement au trimestre précédent, la croissance trimestrielle de l'emploi est identique à celle obtenue au niveau national. La levée d'un certain nombre de mesures sanitaires permet le retour progressif de plusieurs activités importantes de l'économie francilienne comme les événements professionnels ou culturels de grande ampleur.

L'industrie (- 0,2 %) et l'intérim (- 1,7 %) perdent des emplois ce trimestre alors que la construction reste stable. La hausse est en revanche très importante dans le tertiaire hors-intérim (+ 0,6 %).

À noter que les créations d'emplois du 4^e trimestre ont été légèrement révisées à la baisse, soit + 12 700 emplois contre + 14 300 en données provisoires.

AVERTISSEMENT L'intégration des données individuelles dans la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés, réalisée progressivement depuis 2016, a été finalisée en juin 2021 à l'occasion de la publication des résultats du premier trimestre 2021. Les données sur les effectifs sont désormais issues à 100 % de l'exploitation des données individuelles de la DSN et les désajustements sont opérés sur des séries mensuelles et non plus trimestrielles (cf. www.urssaf.org/ Observatoire économique / Accès Stat / n° 344).

StatUR Île-de-France conjoncture revient chaque trimestre sur les évolutions de la masse salariale, de l'emploi et du salaire moyen, détaillées par secteur d'activité et par département.

Pour vous abonner, écrivez à : stats.idf@urssaf.fr

Le baromètre Urssaf
N° 134
JUILLET 2022
Suivi de la conjoncture économique du secteur privé

Un 1^{er} trimestre bien orienté en Île-de-France

Au 1^{er} trimestre, l'emploi salarié privé en Île-de-France progresse de 0,4 % sur un trimestre. Cette hausse intervient dans un contexte économique contrasté : la situation sanitaire s'améliore et le pass vaccinal n'est plus requis à l'intérieur dans la plupart des espaces publics, mais la situation géopolitique se révèle incertaine avec le déclenchement de la guerre en Ukraine. L'industrie (- 0,2 %) et l'intérim (- 1,7 %) perdent des emplois ce trimestre alors que la construction reste stable. La hausse est en revanche très importante dans le tertiaire hors-intérim (+ 0,6 %).

Le niveau d'emploi francilien affiche une hausse de 143 900 emplois sur un an (+ 3,1 %) mais la croissance demeure inférieure à celle de l'emploi national (+ 3,3 %).

La masse salariale hors prime exceptionnelle de pouvoir d'achat augmente de 3,3 % en glissement trimestriel et elle est supérieure aux niveaux observés avant la crise sanitaire. La hausse de l'emploi durant le trimestre, associée à une stabilisation du recours au chômage partiel, a une influence positive sur la masse salariale francilienne.

Au 1^{er} trimestre 2022, plus de 324 millions d'euros d'assiette liée aux indemnités de chômage partiel ont ainsi été enregistrés. Ce montant représente 0,6 % du total de la masse salariale plus chômage partiel versé au 1^{er} trimestre 2022 (contre respectivement 1,0 % et 0,7 % aux 3^e puis 4^e trimestres 2021). Le secteur de l'hébergement et de la restauration est redevenu celui ayant le plus recours à ce dispositif avec un taux de 3,4 % de la masse salariale, devant la fabrication de matériels de transport (1,5 %). Malgré les fortes baisses constatées ces trois derniers trimestres, le chômage partiel affiche des niveaux cinq fois plus importants qu'avant la crise.

Indicateurs calculés sur le champ géographique de l'Île-de-France

Évolution annuelle de la DPAAE à fin avril 2022

- Nombre total de DPAAE (hors intérim) : + 47,5 % (sur 12 mois glissants)
- Nombre total de DPAAE (hors intérim) : + 49,2 % (sur 3 mois glissants)
- Nombre de CDI (sur 12 mois glissants) : + 41,6 %
- Nombre de CDD de plus d'un mois (sur 12 mois glissants) : + 22,5 %
- Nombre de CDD de moins d'un mois (sur 12 mois glissants) : + 55,2 %
- Nombre de DPAAE en CDI (sur 12 mois glissants) : 1 499 780

Évolution annuelle à fin mars 2022

- Effectifs salariés : + 3,1 %
- Niveau des effectifs privés (données désajustées) : 4 843 042

Évolution annuelle du 1^{er} trimestre 2022

- Assiette salariale : + 12,9 % (Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires))

Chiffre clé

143 900 emplois créés sur un an dans la région.

L'Urssaf Île-de-France, observatoire statistique régional
Au fil des formalités remplies par les personnes physiques ou morales qui déclarent et paient des cotisations et des contributions sociales, l'Urssaf collecte des données essentielles sur le tissu économique. L'emploi et les revenus du travail dans leur région de compétence. L'Urssaf Île-de-France est complétée auprès des acteurs économiques installés dans la région. En 2021, elle a collecté 119 milliards d'euros de cotisations pour financer les prestations de Sécurité sociale.

Le baromètre Urssaf présente l'évolution de la conjoncture en Île-de-France, à travers les principaux indicateurs du réseau des Urssaf : déclarations préalables à l'embauche, emploi, etc. Le baromètre Urssaf est trimestriel sous forme de lettre électronique.

Urssaf Ile-de-France

Emploi dans le secteur de la construction en Ile-de-France

Octobre 2021

Les dernières enquêtes de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France⁽¹⁾ montrent que la crise sanitaire a eu pour conséquence une baisse du nombre des permis autorisés et des ouvertures de chantiers en Ile-de-France. Comment l'emploi privé francilien dans ce secteur a-t-il réagi dans ce contexte particulier ? Zoom sur un secteur stratégique de l'économie régionale.

(1) Cf. Note de conjoncture trimestrielle au 1^{er} trimestre 2021 de la Driea Ile-de-France Septembre 2021 (disponible en ligne sur le site de la Driea Ile-de-France)

Un secteur en expansion en Ile-de-France. La construction représente 7,2 % des effectifs franciliens du secteur privé à fin juin 2021 (+0,3 point en un an et +0,6 en deux ans), soit un peu plus de 342 800 salariés. Les effectifs augmentent plus vite dans ce secteur qu'en moyenne dans la région. Les travaux de construction spécialisés représentent la majeure partie des effectifs (70,3 %), notamment du fait de la part importante des travaux d'installation électrique et de plomberie (29,6 % du total). La construction de bâtiments (17,3 %) et le génie civil (12,4 %) constituent les deux autres branches de ce secteur. Au 1^{er} semestre 2021, le secteur de la construction représente 14,6 % des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) en CDI en Ile-de-France. Ce ratio est en forte augmentation sur un an et reste largement supérieur à la part des effectifs salariés.

Une progression de l'emploi malgré la crise sanitaire. À l'exception du premier trimestre 2020, l'emploi francilien dans le secteur de la construction progresse trimestre après trimestre depuis début 2017, le nombre d'emplois s'établissant désormais à un niveau record. La construction a été relativement épargnée par les restrictions sanitaires puisque ce secteur n'a subi un arrêt de l'activité que pendant le premier confinement. Les effectifs affichent ainsi une forte progression de 3,9 % sur un an. Le secteur gagne ainsi 12 800 salariés en Ile-de-France sur un an, tandis que 39 600 postes ont été créés en province. Sa croissance soutenue en région parisienne s'inscrit donc actuellement dans une dynamique nationale. L'Ile-de-France représente 22,3 % des emplois nationaux.

Dans la région, les trois branches du secteur ont gagné de l'emploi sur un an. Ainsi, les travaux de construction spécialisés affichent une progression soutenue avec une hausse de 4,5 %, suivis par la construction de bâtiments (+3,9 %) puis par le génie civil (+0,5 %) qui affiche d'une progression de l'emploi plus modeste.

La construction a donc rapidement effacé les conséquences négatives de la crise sanitaire et reste actuellement portée par les investissements dans le cadre du Grand Paris Express et des Jeux Olympiques d'été de 2024.

La masse salariale progresse du fait d'un moindre recours au chômage partiel.

En comparant les deux premiers trimestres de 2021 et de 2020, la masse salariale de l'ensemble du secteur bondit de 29,9 %. Ce fort rebond

Fluctuation des effectifs salariés sur cinq ans

Masses salariales, effectifs et établissements dans le secteur de la construction à fin juin 2021

	A fin 2021	Evolution 2021/2020	Evolution 2021/2016
Construction			
Masses salariales	5 366	+ 7,6 %	+ 25,5 %
Effectifs	342 800	+ 3,9 %	+ 26,3 %
Etablissements	2 112	+ 3,8 %	+ 26,3 %
Génie civil			
Masses salariales	2 295	+ 3,3 %	+ 23,3 %
Effectifs	141 111	+ 2,5 %	+ 22,4 %
Etablissements	1 011	+ 2,5 %	+ 22,4 %
Travaux de construction spécialisés			
Masses salariales	2 860	+ 9,3 %	+ 28,8 %
Effectifs	170 589	+ 6,8 %	+ 24,1 %
Etablissements	49 885	+ 8,3 %	+ 24,1 %

(1) comparaison de la période 1^{er} trimestre 2021 par rapport au 1^{er} trimestre 2020. (2) en millions d'emplois. Sources : Urssaf

AVERTISSEMENT : l'intégration des données individuelles dans le cadre de traitement statistique des effectifs salariés, réalisée progressivement depuis 2016, a été finalisée en juin 2021. Les données sur les effectifs sont désormais issues à 100 % de l'exploitation des données individuelles de la DREIF (cf. www.urssaf.org / Observatoire économique / Statistiques n° 329).

Les fiches sectorielles

Ces fiches traitent des secteurs d'activité sensibles ou liées à l'activité économique de la région.

Urssaf Ile-de-France

Déclarations d'embauche en Ile-de-France Bilan 2021

Mai 2022

Les déclarations d'embauche en Ile-de-France rebondissent de 26,0 % en 2021 après une chute de 33,8 % de 2020 en raison de la crise sanitaire. En outre, cette forte reprise s'observe quel que soit le type de contrats. Les contrats à durée indéterminée et ceux à durée déterminée de plus d'un mois ont retrouvé les niveaux observés jusqu'en 2019 contrairement aux contrats les plus précaires comme les CDD de moins d'un mois.

Les embauches restent toujours perturbées par la crise sanitaire.

En 2021, 10,8 millions (+26,0 % sur un an) de déclarations d'embauche sont parvenues à l'Urssaf Ile-de-France sous la forme de DPAE (Déclarations préalables à l'embauche), qui regroupent six formalités liées à l'embauche et ce, quel que soit le type de contrats établis (CDI, CDD et intérim). La crise sanitaire et ses conséquences - nouvel épisode de confinement et persistance des restrictions sanitaires pour certaines activités - continuent d'affecter les embauches en 2021. En effet, elles se révèlent inférieures de 1 à 2 millions par rapport à leur niveau habituel.

L'année 2020 avait interrompu dix ans de hausse annuelle pour les DPAE franciliennes. Il faut effectivement remonter à 2009 pour observer un retournement de tendance. Alors que les CDD courts (moins d'un mois) et l'intérim ont été les principales sources de

Evolution des déclarations d'embauche en Ile-de-France par type de contrats

	N° de DPAE en 2021	Evolution 2021/2020	Evolution 2021/2017	Structure
Total des déclarations d'embauche	10 875 482	+ 26,0 %	+ 11,2 %	100,0 %
CDI	1 349 546	+ 25,8 %	+ 7,2 %	12,4 %
CDD de plus d'un mois	899 085	+ 21,9 %	+ 2,8 %	8,3 %
CDD de moins d'un mois	4 547 080	+ 28,7 %	+ 18,7 %	41,8 %
Intérim	4 079 771	+ 24,1 %	+ 8,7 %	37,5 %

croissance des embauches ces dix dernières années, ce sont ces contrats précaires qui sont, comme en 2020, les plus touchés en 2021. L'évolution de cette année correspond à une hausse de 2,2 millions de DPAE que se décompose comme suit : +1,0 million pour les CDD de moins d'un mois, +0,8 million pour l'intérim, +0,3 million pour les CDI et enfin +0,2 million pour les CDD de plus d'un mois.

Les CDD longs affichent une hausse de 21,9 % sur un an et ont retrouvé leur niveau de 2018. Parallèlement, le nombre d'embauches en CDI s'élevé à 1,35 million en 2021, soit un nombre compris entre celui de 2018 et de 2019.

Les contrats précaires ont rebondi après un effondrement en 2020. Les CDD de moins d'un mois sont ainsi remontés de +28,7 % sur un an, le niveau observé en 2021 étant néanmoins inférieur à celui atteint en 2012. En raison des contraintes sanitaires, ce type de contrat s'est avéré inadapté au contexte, durant une partie de l'année. L'intérim est également en progression de 24,1 % sur un an et le volume de DPAE de ce secteur est équivalent à celui obtenu en 2016.

Les évolutions observées en 2021 ne modifient pas la proportion de déclarations d'embauche de plus d'un mois (CDI et CDD longs) dans l'ensemble des DPAE : ce type de contrat représente un peu plus de 1/5^e comme en 2020, alors qu'historiquement, ce ratio est de l'ordre de 1/6^e. Ainsi, les contrats précaires représentent toujours, par leur nature, la très grande majorité des contrats conclus en 2021.

Evolution des déclarations d'embauche en Ile-de-France en nombre

Urssaf Ile-de-France

Le baromètre sectoriel

Industrie automobile en Ile-de-France

Janvier 2022

L'industrie automobile connaît des difficultés croissantes. En effet, après avoir été durement touché par les crises successives⁽¹⁾, ce secteur est désormais brisé par la pénurie mondiale des matériaux semi-conducteurs qui engendre une réduction de la production et un allongement des délais de livraison, tandis que l'électrification des véhicules rebat les cartes des lieux de production.

Qu'en est-il de l'emploi dans le plus grand secteur industriel francilien ? Point de situation.

(1) Cf. Fiche Stratégie : Localisation de la production automobile : enseignements sur l'attractivité de la compétitivité

L'emploi se replie à un rythme important

Fin septembre 2021, la fabrication automobile représente 0,7 % de l'emploi privé francilien, ce qui correspond à 33 800 salariés. Sur un an, l'industrie automobile a vu ses effectifs fondre de 4,8 %, avec 1 700 emplois en moins. Les pertes d'emplois sont majoritairement le fait des constructeurs automobiles. Sur cinq ans, la chute des effectifs atteint 13,8 %, soit 5 400 emplois perdus. Cette forte contraction est principalement due aux trois dernières années, les trois précédentes (2016, 2017 et 2018) ayant accusé des pertes moins marquées.

Dans le même temps, la masse salariale de l'ensemble de l'industrie automobile rebondit fortement sur un an mais cette hausse est purement mécanique. En effet, le secteur a eu un recours important au chômage partiel en 2020 mais celui-ci a fortement baissé sur les trois premiers trimestres 2021.

Une polarisation géographique et une prédominance des constructeurs

Au 30 septembre 2021, les salariés sont très majoritairement situés dans l'Ouest de l'Ile-de-France, en particulier dans les Yvelines (78,7 % des salariés) et dans une moindre mesure dans les Hauts-de-Seine (9,9 %). La concentration salariale dans les Yvelines s'accroît du fait d'un repli moindre de l'emploi dans ce département comparé à la moyenne régionale (+4,5 %).

Les constructeurs représentent 87,3 % des effectifs de l'industrie automobile francilienne tandis que les 12,7 % des effectifs restants sont des équipementiers. Cette prédominance des constructeurs contraste avec l'équilibre global qu'on retrouve au niveau national entre constructeurs et équipementiers, qui représentent respectivement 49,4 % et 50,6 % des salariés. Cette structure particulière n'empêche pas l'Ile-de-France de maintenir sa part dans le total des emplois français du secteur depuis plus de 10 ans. Cette part très stable oscille entre 19 % et 22 %.

Des embauches très faibles

Dans un contexte de réduction des effectifs, les embauches sont tombées à des niveaux très bas ces dernières années et la crise sanitaire a accentué la tendance. La comparaison sur les 9 premiers mois de l'année 2021 par rapport aux 9 premiers de 2020 ne fait pas apparaître un véritable rebond du niveau des DPAE hors intérim. Ainsi, moins de 2 100 embauches, dont 900 en CDI, ont eu lieu durant les trois premiers trimestres 2021. En outre, la mobilité professionnelle semble toujours limitée dans le secteur : toujours en 9 mois, le taux de renouvellement en CDI de l'industrie automobile n'atteint que 2,7 % contre 21,0 % pour l'ensemble des activités franciliennes.

Fluctuation des effectifs salariés

Masse salariale, effectifs et établissements dans l'industrie automobile

	A fin 2021	Evolution 2021/2020	Evolution 2021/2016
Masses salariales	2 179	+ 8,9 %	+ 0,0 %
Effectifs	33 788	- 4,8 %	- 13,8 %
Etablissements	170	+ 3,4 %	+ 7,6 %

(1) en millions d'euros. (2) comparatif par le nombre d'unités produites par la masse salariale et la DPAE. (3) nombre d'établissements d'un rayon 7 kilomètre. Sources : Urssaf - Accoss

Déclarations préalables à l'embauche (DPAE) sur les 9 premiers mois 2021 (en milliers)

	CDI	CDD	CDD courts
Industrie Automobile	0,9	1,1	0,0
Poids Industriel Automobile	45,1 %	53,1 %	0,7 %
Poids du Secteur Privé	20,9 %	13,2 %	68,0 %

Sources : Urssaf - Accoss

— À propos des données... Les données proviennent des déclarations des employeurs du régime général. Elles sont non disséminées. Le champ de l'étude a été limité par rapport aux définitions de la nomenclature NACE (Division 29 : véhicules automobiles) et comprend les constructeurs et les différents équipementiers automobiles.

AVERTISSEMENT : l'intégration des données individuelles dans le cadre de traitement statistique des effectifs salariés, réalisée progressivement depuis 2016, a été finalisée en janvier 2022 à l'occasion de la publication des résultats du premier trimestre 2021. Les données sur les effectifs sont désormais issues à 100 % de l'exploitation des données individuelles de la DREIF et les disséminations sont opérées sur des séries regroupées et non plus trimestrielles (cf. www.urssaf.org / Observatoire économique / Statistiques n° 329).

Les fiches thématiques

Ces fiches font des bilans transversaux d'une thématique, telles que les travailleurs indépendants, les déclarations d'embauche ou les associations.

Le baromètre sectoriel

Ce baromètre traite d'un domaine en fonction de l'actualité : les télécommunications, la programmation informatiques, les établissements bancaires ou l'industrie automobile

CONTACTS

L'observatoire statistique de l'Île-de-France est à votre disposition sur simple demande auprès du département Communication

PAR COURRIER

Urssaf Île-de-France
93518 Montreuil Cedex

PAR COURRIEL

contact.presse.idf@urssaf.fr
stats.idf@urssaf.fr